

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### ACTIELEC TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital de 14 894 955,75 €.  
Siège social : 25, chemin de Pouvoirville, 31432 Toulouse Cedex 4.  
542 080 791 R.C.S. Toulouse.  
Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre.

#### Documents comptables annuels

#### A. – Comptes sociaux

#### A.I. – Bilan au 31 décembre 2006

(En euros)

Actif	31/12/2006			31/12/2005
	Montant brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	39 352	39 352	0	4 466
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	50 171	50 171		
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	312 653	291 952	20 701	26 091
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	43 864 425	2 572 049	41 292 376	41 292 312
Créances rattachées à des participations	19 258 986	306 724	18 952 262	15 679 342
Autres titres immobilisés	88 036		88 036	160 522
Prêts	689		689	689
Autres immobilisations financières	7 372		7 372	18 421
Actif immobilisé	63 621 684	3 260 247	60 361 437	57 181 843
Stocks et encours :				
Matières premières, approvisionnements				

Encours de production de biens				
Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	87 757		87 757	
Avances et acomptes versés sur commandes	155 650		155 650	53 750
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	1 026 382		1 026 382	2 243 716
Autres créances	354 222		354 222	366 843
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres 443 306 )	444 116	257 201	186 915	243 306
Disponibilités	474 496	42 863	431 633	24 402
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	68 756		68 756	88 647
Actif circulant	2 611 378	300 064	2 311 314	3 020 665
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
Total général	66 233 062	3 560 311	62 672 751	60 202 508

Passif	31/12/2006	31/12/2005
Capital social ou individuel (dont versé 14 894 955,75)	14 894 956	14 879 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 279 847	17 295 781
Écart de réévaluation (dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	1 286 491	1 286 491
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve provision fluctuation de cours : )	189 173	189 173
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes : )		
Report à nouveau	11 082 552	11 222 274
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	- 786 417	- 139 722
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	43 946 602	44 733 021
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	1 190 705	951 232
Provisions pour risques et charges	1 190 705	951 232
Dettes financières :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 174 825	9 383 577
Emprunts et dettes financières diverses (dont emprunts participatifs : )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	155 650	
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 059 107	1 306 078

Dettes fiscales et sociales	326 767	371 609
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		374 290
Autres dettes	1 994 094	2 175 201
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	825 000	907 500
Dettes	17 535 443	14 518 255
Écarts de conversion passif		
Total général	62 672 751	60 202 508

## A.II. – Compte de résultat

(En euros)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2006	31/12/2005
Ventes de marchandises	95 304		95 304	2 659 806
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 312 556		3 312 556	4 479 979
Chiffre d'affaires net	3 407 860		3 407 860	7 139 786
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			109 463	701 761
Autres produits				
Produits d'exploitation			3 517 323	7 841 546
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			183 061	2 241 695
Variation de stock (marchandises)			- 87 757	418 111
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 245 847	3 400 978
Impôts, taxes et versements assimilés			61 031	69 379
Salaires et traitements			709 970	1 363 759
Charges sociales			302 099	338 289
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 146	12 127
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : Dotations aux provisions				73 403
Pour risques et charges : dotations aux provisions			251 770	452 250
Autres charges				
Charges d'exploitation			4 675 167	8 369 990
Résultat d'exploitation			- 1 157 844	- 528 444
Opérations en commun :				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers :				
Produits financiers de participations			831 488	709 609
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			140 093	121 807
Autres intérêts et produits assimilés				

Reprises sur provisions et transferts de charges	9 846	57 956
Différences positives de change	2 066	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		8 273
Produits financiers	983 494	897 645
Dotations financières aux amortissements et provisions	65 895	75 696
Intérêts et charges assimilées	529 393	423 218
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		6
Charges financières	595 288	498 921
Résultat financier	388 206	398 724
Résultat courant avant impôts	- 769 638	- 129 719
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8	5
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 500	5 048
Reprises sur provisions et transferts de charges		5 110
Produits exceptionnels	4 508	10 164
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5	5 118
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 532	48
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	2 537	5 166
Résultat exceptionnel	1 972	4 998
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	18 750	15 000
Total des produits	4 505 325	8 749 355
Total des charges	5 291 741	8 889 077
Bénéfice ou perte	- 786 417	- 139 722

### A.III. – Proposition d'affectation du résultat

( En euros )

Origine :	
Résultat de l'exercice : perte de	- 786 416,78
Affectation :	
Report à nouveau	- 786 416,78

### A.IV. – Annexe aux comptes sociaux

#### I. – Faits majeurs de l'exercice

La société Actielec Technologies a rempli son rôle de holding animatrice de groupe en 2006.

Le 20 mars 2006, la société a procédé à une augmentation de capital sous forme de création de 21 242 actions nouvelles de 0,75 € de nominal (soit 15 931,50 €), chacune assortie d'une prime d'émission de 3,741 € (soit 79 466,38 €). Cette création d'actions nouvelles fait suite à l'exercice de 42 400 BSA fin 2005. Les conditions et modalités de cette augmentation sont détaillées au paragraphe III.8.

#### II. – Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2006 ont été établis sur la base des principes comptables appliqués conformément aux règles générales de présentation des comptes annuels prévues par le règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif au plan comptable général.

#### 1. - Immobilisations incorporelles

Les droits et concessions sont amortis en linéaire sur deux ans.

## 2. - Immobilisations corporelles

Les règlements CRC 2002-10 (relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) et CRC 2004-06 (relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs) sont entrés en vigueur au 1er janvier 2005.

Ces règlements prévoient notamment que les actifs immobilisés doivent être décomposés et amortis sur leur propre durée d'utilité si celle-ci est différente de l'immobilisation principale. L'application de ces règlements en 2006 n'a eu aucune incidence le résultat de la société.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition. Les éléments du coût comprennent :

- le prix d'achat y compris les droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordés ;
- les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;
- le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et remise en état du site.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Lorsque des parties significatives d'immobilisations corporelles peuvent être déterminées et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, les amortissements sont comptabilisés par composant. A ce jour, aucune immobilisation ne fait l'objet d'un traitement par composant.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

- installations techniques, matériels et outillages : sur 6 à 10 ans ;
- autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

## 3. - Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Lorsque la situation nette de la société détenue est inférieure au prix d'acquisition et si son évolution ne prévoit pas un rétablissement, une dépréciation peut être constituée, pour autant que la valeur d'utilité soit inférieure à la valeur comptable des titres détenus sur cette société.

La valeur d'utilité est appréciée en utilisant, notamment, la méthode des flux futurs actualisés. Cette approche repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité futures, qui sont apparues les plus probables à la date d'arrêt de ces comptes. A noter que cette approche qui comporte les aléas et incertitudes propres à toute démarche prévisionnelle, confirme l'absence de perte de valeur des titres concernés.

## 4. - Engagements de retraite

Dans les engagements hors bilan, les engagements de retraite représentent un montant de 65 760 €.

### III. – Compléments d'informations relatifs aux bilan et compte de résultat

Les comptes sont arrêtés au 31 décembre 2006 pour une période de douze mois.

#### 1. - Immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en €	31/12/2005	Acquisitions	Cessions et mise au rebut	31/12/2006
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	45 459	0	6 107	39 352
Total	45 459	0	6 107	39 352

et les amortissements :

Chiffres exprimés en €	31/12/2005	Dotations	Reprises	31/12/2006
Frais d'établissement	0			0
Autres immobilisations incorporelles	40 993	4 466	6 107	39 352
Total	40 993	4 466	6 107	39 352

#### 2. - Immobilisations corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en €	31/12/2005	Acquisitions	Cessions	31/12/2006
Terrains	0			0

Constructions	50 171			50 171
Installations techniques, matériel, outillage	0			0
Autres	338 582	1 822	27 751	312 653
Immobilisations corporelles en cours	0			0
<b>Total</b>	<b>388 753</b>	<b>1 822</b>	<b>27 751</b>	<b>362 824</b>

et les amortissements :

Chiffres exprimés en €	31/12/2005	Dotations	Reprises	31/12/2006
Terrains	0			0
Constructions	50 171			50 171
Installations techniques, matériel, outillage	0			0
Autres	312 491	4 680	25 220	291 951
<b>Total</b>	<b>362 662</b>	<b>4 680</b>	<b>25 220</b>	<b>342 122</b>

### 3. - Immobilisations financières

Elles ont évolué de la manière suivante :

Chiffres exprimés en €	Montants des titres au bilan				Détenion au 31/12/2006 (en %)	Capitaux propres avant affectation de l'exercice au 31/12/2006	Chiffre d'affaires HT 2006	Résultats nets au 31/12/2006
	31/12/2005		31/12/2006					
	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Valeurs nettes				
Titres de participation								
Filiales et participations > 10 % :								
Actia	17 974 013	17 974 013	17 974 013	17 974 013	99,97 %	26 078 727	82 054 419	1 364 655
Sodielec	23 005 370	23 005 370	23 005 434	23 005 434	91,10 %	36 268 715	37 548 315	- 598 991
Pilgrim	2 515 743	0	2 515 743	0	99,99 %	28 327	120 000	13 081
Mors Inc.	0	0	0	0	100,00 %	NC	NC	NC
CYT	33 494	0	33 494	0	15,00 %	NC	NC	NC
SCI Oratoire	199 098	199 098	199 098	199 098	86,00 %	400 431	315 600	285 303
SCI Pouvoirville	41 161	41 161	41 161	41 161	27,50 %	623 883	624 000	85 542
ARDIA	60 000	60 000	60 000	60 000	60,00 %	- 28 579	277 380	- 125 350
Filiales et participations < 10 % :								
CIPI	10 138	10 138	10 138	10 138	0,20 %	1 462 330	5 144 443	51 135
Hors groupe :								
MPC	1 524	1 524	1 524	1 524	0,02 %	NC	NC	NC
Continentale	47	47	47	47	NS	NC	NC	NC
STEM	22 812	0	22 812	0	NS	NC	NC	NC
CGC	960	960	960	960	NS	NC	NC	NC
<b>Total</b>	<b>43 864 360</b>	<b>41 292 311</b>	<b>43 864 425</b>	<b>41 292 376</b>				
Autres titres immobilisés :								
1 % Construction	15 550	15 550	15 550	15 550				
Obligations convertibles Sodielec	144 972	144 972	72 486	72 486				
<b>Total</b>	<b>160 522</b>	<b>160 522</b>	<b>88 036</b>	<b>88 036</b>				
Autres immobilisations financières :								
Prêt	689	689	689	689				
Cautionnement	30	30	30	30				
Créances diverses	18 391	18 391	7 342	7 342				
<b>Total</b>	<b>19 110</b>	<b>19 110</b>	<b>8 061</b>	<b>8 061</b>				

NS : Non significatif

NC : Non communiqué

## 4. - Stocks

Dans le cadre du contrat avec la DGA, la société Actielec Technologies procède à des achats à sa filiale Sodielec. Selon les règles édictées par le contrat et du fait du décalage dans le temps de la facturation à la DGA, Actielec Technologies peut être conduite à constater des stocks de marchandises au cours de la période. Au 31 décembre 2006, ces stocks de marchandises s'élevaient à 87 757 € (0 € au 31 décembre 2005).

## 5. - Avances et acomptes versés sur commandes

Dans le cadre du contrat avec la DGA, la société Actielec Technologies procède à des achats à sa filiale Sodielec. Au 31 décembre 2006, le montant des avances versées sur commandes s'élève à 155 650 € (53 750 € au 31 décembre 2005), du fait du décalage dans le temps des livraisons et paiements, selon les règles édictées par le contrat.

## 6. - Créances et comptes rattachés, autres créances

Chiffres exprimés en €	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Échéance < 1an	Échéance > 1an
Créances rattachées à des participations	19 258 986	18 952 262	1 200 000	17 752 262
Clients, comptes rattachés	1 026 382	1 026 382	1 026 382	
Comptes courants rattachés à des participations	150 000	150 000	150 000	
Autres créances (y compris charges constatées d'avance)	272 977	272 977	272 977	
<b>Total</b>	<b>20 708 345</b>	<b>20 401 621</b>	<b>2 649 359</b>	<b>17 752 262</b>

## 7. - Actions propres

Le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par la COB le 14 décembre 2000 sous le visa n° 00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le visa n° 02-357. Trois nouveaux programmes de rachat d'actions propres successifs ont été autorisés par les assemblées générales du 9 mai 2003, du 30 avril 2004 et du 9 mai 2006 pour des durées respectives de 18 mois. Ces nouveaux programmes n'ont pas nécessité d'autorisation préalable de l'AMF car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que ces programmes sont conformes aux articles L225-209 et suivants du Code de commerce et que l'objectif de ce programme est la régularisation des cours en fonction des situations de marché.

Depuis l'origine du programme et jusqu'au 31 décembre 2006, Actielec Technologies SA a racheté 61 996 actions propres et transféré 35 actions propres à un actionnaire lors de la transformation de 70 BSA en 2005. Au cours de l'exercice 2006, aucune opération d'acquisition ou de cession n'a été effectuée sur le titre Actielec Technologies. Au 31 décembre 2006, Actielec Technologies SA détient, depuis l'origine du programme, 61 961 actions comptabilisées à l'actif circulant pour une valeur de 290 154 €, soit un prix moyen de 4,68 €.

Hors programme de rachat, Actielec Technologies détient également 1 400 actions propres comptabilisées pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par Mors SA au moment de la fusion.

Une provision sur ces actions est effectuée en fonction du cours de clôture, soit au 31 décembre 2006 une provision totale de 256 391 € pour un cours de 2,95 €.

## 8. - Capitaux propres

Lors de l'augmentation de capital du 16 octobre 2004, la société Actielec Technologies a émis 1 875 000 BSA (ISIN FR0010121061). Au 31 décembre 2006, 42 470 BSA ont été exercés et ont donné lieu à :

- une augmentation de capital en date du 20 mars 2006 suite à la transformation de 42 400 BSA en 2005. Cette augmentation de capital a porté le nombre d'actions à 19 859 941 actions de 0,75 € chacune, soit un capital social de 14 894 955,75 €. La société a créé 21 242 actions nouvelles de 0,75 € de nominal et 3,741 € de prime d'émission;
- un transfert de 35 actions propres (Cf. paragraphe 7) suite à la transformation de 70 BSA en 2005, sans effet sur le capital social de la société en 2006.

Au 31 décembre 2006, il reste 1 832 530 BSA (ISIN FR 0010121061) en circulation. Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions sont les suivantes :

- droit attaché aux bons : souscrire ou acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions de la société à émettre ou existantes ;
- parité d'exercice : fixée initialement à deux bons pour une action de la société, est désormais égale à 1,002 ;
- prix d'exercice : 4,50 euros ;
- le titulaire de bons a la faculté d'exercer les bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs ;
- en cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la société, la société se réserve le droit de suspendre l'exercice des bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- les bons font l'objet d'une cotation indépendante de la cotation des actions d'origine sur le marché Euronext Paris (Code ISIN FR0010121061) Eurolist C. Au 31 décembre 2006, le cours unitaire était fixé à 0,22 €.

Au cours de l'exercice 2006, aucun BSA n'a été exercé.

La situation nette a par conséquent évolué comme suit pendant l'exercice :

Chiffres exprimés en €	Solde au 31/12/2005 avant affectation	Affectation du résultat 2005		Transformation de BSA	Augmentation de capital social	Solde au 31/12/2006 avant affectation proposée
		Réserves RAN	Dividendes			
Capital	14 879 024				15 932	14 894 956
Prime d'émission	14 333 378				79 466	14 412 844
Prime de fusion	2 867 003					2 867 003
Bons de souscription d'actions	95 400				- 95 400	0
Réserves légales	1 286 491					1 286 491
Réserves indisponibles	189 173					189 173
Report à nouveau	11 222 274	- 139 722				11 082 552
Résultat exercice 2005	- 139 722	139 722				0
Résultat exercice 2006	0				2	- 786 417
Situation nette (avant affectation du résultat)	44 733 021	0			0	43 946 602

Un plan d'option de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'option de souscription ou d'achat d'actions porte sur l'option de souscription de 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 € et l'option d'achat de 60 000 actions au prix unitaire de 3,76 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2006, aucune option n'a été exercée. Excepté ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la société.

#### 9. - Provision pour charges

La provision pour charges est exclusivement constituée par une provision pour rupture de contrat.

#### 10. - Dettes

Les dettes par nature et par échéance se répartissent de la façon suivante à la clôture de l'exercice :

Chiffres exprimés en €	Échéances			Total
	< 31/12/2007	> 01/01/2008 < 31/12/2011	> 01/01/2012	
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit dont :	9 694 174	2 480 651		12 174 825
Emprunts MLT	3 794 220	2 480 651		6 274 871
Billets de trésorerie et concours bancaires CT	5 873 551			5 873 551
Intérêts courus sur dettes financières	26 403			26 403
Avances et acomptes reçus sur commandes	155 650			155 650
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	2 059 107			2 059 107
Dettes fiscales & sociales	326 767			326 767
Autres dettes (y compris produits constatés d'avance)	2 819 094			2 819 094
Total	15 054 792	2 480 651		17 535 443

Le détail des emprunts à moyen et long terme est le suivant :

Chiffres exprimés en €	Montant initial	Date de souscription	Durée	Capital restant dû au 31/12/2006
Crédit Agricole	424 000	2004	2 ans	18 265
Crédit Agricole	400 000	2006	2 ans	400 000
Banque Populaire Occitane	1 000 000	2002	5 ans	213 752
Banque Populaire Occitane	1 000 000	2006	4 ans	1 000 000
Société Bordelaise de CIC	400 000	2002	5 ans	80 000
Société Bordelaise de CIC	1 000 000	2006	3 ans	1 000 000
LCL	1 524 490	2000	7 ans	380 741
LCL	3 048 980	2001	6 ans	653 353



Société Générale	3 048 980	2001	7 ans	653 760
BESV	1 500 000	2005	3 ans	875 000
CEMP	1 000 000	2006	1 ans	1 000 000
Total				6 274 871

### 11. - Résultat financier

Dans les produits financiers, les éléments les plus significatifs sont :

- les intérêts sur comptes courants des filiales : 748 988,47 € ;
- les dividendes reçus des filiales : 82 500,00 € ;
- les revenus des engagements hors bilan en faveur des filiales : 125 003,26 €.

Les charges financières sont principalement constituées :

- des intérêts et charges assimilées liées aux dettes financières auprès des établissements de crédit : 434 423,03 €.

### 12. - Résultat exceptionnel

Aucun élément exceptionnel significatif n'est à signaler au cours de l'exercice 2006.

### 13. - Engagements financiers et sûretés réelles données

Les sûretés délivrées par Actielec Technologies pour le compte de ses filiales en faveur des banques s'élèvent à 9 308 448 € au 31 décembre 2006. Les garanties délivrées par Actielec Technologies pour le compte de ses filiales en faveur des tiers non banquiers s'élèvent à 82 826 500 € et se décomposent de la façon suivante :

- garanties clients : 80 000 000 € ; (1)
- garanties sur remboursement avance conditionnée : 800 000 € ;
- garantie sur paiement de loyers : 2 026 500 €.

1. cette garantie est couverte par une assurance prise directement par la filiale concernée.

Par ailleurs, Actielec Technologies s'est engagée à racheter, à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 11 juin 2011, les BSA émis par Actia SA et entièrement souscrits par l'ANVAR (1,6 M€), dès la première demande de cette dernière. Le prix de rachat de ces BSA par Actielec Technologies dépendrait alors de la valeur du titre Actielec Technologies au moment du rachat.

Enfin, Actielec Technologies a donné en garantie de prêts bancaires 275 000 titres de sa filiale Sodielec et 3 984 titres de sa filiale Actia.

## IV. - Autres informations

### 1. - Situation fiscale latente

Au 31 décembre 2006, la situation fiscale latente se décompose de la façon suivante :

- déficits restant à reporter 886 243 €.

Les déficits reportables au titre des moins-values long terme, qui s'élevaient au 31 décembre 2005 à 2 076 442 € et qui n'ont pas été utilisés au 31 décembre 2006, ne sont plus imputables sur des plus-values long terme futures.

### 2. - Effectifs en fin d'année

	2005	2006
Cadres et agents de maîtrise	7	6
Employés	1	1
Stagiaires		
Ouvriers		
Total	8	7

### 3. - Opérations avec les entreprises liées

Montants concernant les entreprises au 31/12/2006 (chiffres exprimés en €)	Société mère	Filiales	Autres entreprises liées
Bilan actif :			
Créances rattachées à des participations		19 258 986	
Provisions sur créances rattachées à des participations		- 306 724	

Autres titres immobilisés		72 486	
Autres immobilisations financières		2 769	
Stocks de marchandises (contrat DGA)		87 757	
Avances et acomptes versés sur commandes		155 650	
Créances clients et comptes rattachés	43 435	28 793	
Autres créances		2 073 372	
Bilan passif :			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	952 709	927 584	1 704
Compte de résultat :			
Charges d'exploitation	1 652 766	1 381 089	6 860
Charges financières		83 205	
Charges exceptionnelles	2 532		
Produits d'exploitation	37 008	2 260 456	
Produits financiers		971 788	
Produits exceptionnels	3 000		

#### 4. - Politique de couverture de risque

Actielec Technologies a souscrit un CAP le 11 juillet 2002 sur 4,1 M€ d'emprunts au taux de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003. L'encours au 31 décembre 2006 s'élève à 700 k€.

#### 5. - Rémunération aux membres de l'organe de direction

Le président du directoire et le président du conseil de surveillance d'Actielec Technologies SA ne sont pas rémunérés par Actielec Technologies. Un seul membre du directoire, salarié d'Actielec Technologies jusqu'au 30 juin 2006, a été rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail et a perçu pour le premier semestre 2006 un salaire brut de 35 000 €.

#### 6. - Société consolidante

S.A. LP2C au capital de € 5 876 400  
Siège social : 25, Chemin de Pouvoirville  
31400 Toulouse  
R.C.S. : Toulouse B 384 043 352

### B. – Comptes consolidés

#### B.I. – Bilan consolidé au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros)

Actif normes IFRS	Notes annexes	Montants 31/12/2006	Montants 31/12/2005
Actif non courant :			
Goodwill	III	22 102	21 998
Frais de développement	III	18 101	18 921
Autres immobilisations incorporelles	III	1 293	1 766
Total immobilisations incorporelles		41 495	42 685
Terrains	IV	1 473	1 606
Constructions	IV	5 506	6 192
Installations techniques	IV	7 055	7 042
Autres immobilisations corporelles	IV	3 454	3 733
Total immobilisations corporelles		17 489	18 573
Titres des sociétés mises en équivalence	V	167	143
Actifs financiers non courants	VI	684	1 020

Impôt différé actif	X	7 857	8 258
Crédit impôt recherche non courant	VIII	3 472	2 604
Total actif non courant		71 165	73 282
Actif courant :			
Stocks	VII	57 520	53 543
Créances clients	VIII	72 958	65 716
Autres créances courantes liées à l'activité	VIII	3 211	3 790
Crédit d'impôt courant	VIII	2 316	1 694
Autres créances courantes diverses	VIII	1 136	1 287
Instruments financiers			
Total créances courantes		137 140	126 030
Valeurs mobilières de placement	IX	118	115
Disponibilités	IX	10 674	8 558
Total trésorerie et équivalents de trésorerie		10 791	8 673
Total actif courant		147 932	134 703
Bilan actif		219 097	207 985

<b>Passif normes IFRS</b>	<b>Notes annexes</b>	<b>Montants 31/12/2006</b>	<b>Montants 31/12/2005</b>
Capitaux propres :			
Capital	XII	14 895	14 879
Primes	XII	17 280	17 296
Réserves	XII	10 625	12 152
Report à nouveau	XII	11 083	11 222
Écart de conversion		- 1 057	- 920
Actions propres	XII	- 443	- 443
Résultat de l'exercice		1 598	- 1 632
Capitaux propres attribuables au groupe		53 980	52 553
Résultat des minoritaires		79	75
Réserves minoritaires		4 085	3 837
Capitaux propres minoritaires		4 164	3 911
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		58 144	56 465
Passif non courant :			
Emprunts obligataires	XI		416
Emprunts auprès des établissements de crédit	XI	15 324	18 337
Dettes financières diverses	XI	1 192	2 228
Dettes financières de crédit-bail	XI	6 961	5 026
Total dettes financières non courantes		23 478	26 007
Impôt différé passif	X	97	112
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	XIV	2 977	2 656
Total passif non courant		26 552	28 775
Passif courant :			
Provisions à court terme	XIV	4 996	4 623
Emprunts obligataires	XI	912	736
Dettes financières à moins d'un an	XI	57 045	50 439
Instruments financiers	XXIII		7
Total dettes financières courantes		57 957	51 182
Fournisseurs		42 073	37 237

Autres dettes d'exploitation		20 505	19 239
Dettes fiscales (IS)		914	644
Autres dettes diverses		2 521	4 437
Produits constatés d'avance		5 434	5 384
Total passif courant		134 401	122 746
Total passif et capitaux propres		219 097	207 985

### B.II. – Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2006

(En milliers d'euros)

Compte de résultat normes IFRS	Notes annexes	Montants 31/12/2006	Montants 31/12/2005
Chiffre d'affaires	XV	222 099	217 570
- Achats consommés	XV	- 96 923	- 92 776
- Charges de personnel	XV	- 66 114	- 64 245
- Charges externes	XV	- 45 156	- 46 721
- Impôts et taxes	XV	- 3 860	- 3 481
- Dotations aux amortissements	XV	- 7 807	- 7 669
+/- Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	XV	2 742	- 770
+/- Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	XV	- 77	- 37
+/- Autres produits d'exploitation	XV	641	456
- Autres charges d'exploitation		- 950	- 229
+/- Values sur cessions d'immobilisations	XV	73	- 39
Résultat opérationnel		4 669	2 057
+ Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	XV	25	113
- Intérêts et charges financières	XV	- 3 609	- 3 281
+ Autres produits financiers	XV	1 197	149
- Autres charges financières (dont gains et pertes de change)		- 58	- 12
Coût de l'endettement financier net		- 2 445	- 3 030
+ Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	V	102	94
- Charge d'impôt	XVI	- 649	- 678
Résultat		1 677	- 1 557
Attribuable au groupe		1 598	- 1 632
Intérêts minoritaires		79	75
Résultat de base par action (en €)		0,081	- 0,084
Résultat dilué par action (en €)		0,074	- 0,079

### B.III. – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)

Chiffres exprimés en k€	Capital	Titres auto détenus	Primes	Réserves, RAN, Résultat consolidés	Écarts de conversion	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 01/01/2005 IFRS	14 271	- 443	13 792	23 385	- 1 695	49 310	3 504	52 814
Résultat consolidé				- 1 632		- 1 632	75	- 1 557
Variation des écarts de conversion					775	775		775
Sous total charges et produits de la période enregistrés en capitaux propres	0	0	0	- 1 632	775	- 857	75	- 782

Distributions effectuées						0		0
Variation de capital	608		3 504			4 112		4 112
Autres				- 11		- 11	332	321
Au 31/12/2005 IFRS	14 879	- 443	17 296	21 742	- 920	52 554	3 911	56 465
Résultat consolidé				1 598		1 598	79	1 677
Variation des écarts de conversion					- 137	- 137		- 137
Sous total charges et produits de la période enregistrés en capitaux propres	0	0	0	1 598	- 137	1 461	79	1 540
Distributions effectuées						0		0
Variation de capital	16		- 16			0		0
Autres				- 35		- 35	174	139
Au 31/12/2006 IFRS	14 895	- 443	17 280	23 305	- 1 057	53 980	4 164	58 144

**B.IV. – Tableau de flux de trésorerie consolidé**

(En milliers d'euros)

Chiffres exprimés en k€	2006	2005
Résultat net de la période	1 677	- 1 557
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions	8 677	8 025
Résultat de cessions d'immobilisations	- 280	39
Charges d'intérêts	3 871	3 281
Charge d'impôt courant (hors crédit impôt recherche)	1 702	1 530
Variation des impôts différés	377	383
Crédit impôt recherche	- 1 430	- 1 259
Autres charges et produits	- 743	- 402
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	- 102	- 94
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	13 749	9 946
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 6 260	- 8 276
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	7 489	1 670
Impôt sur le résultat payé (hors crédit impôt recherche)	- 1 432	- 1 435
Encaissement sur crédit impôt recherche	87	203
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	6 144	438
Acquisitions d'immobilisations	- 5 812	- 6 676
Dividendes reçus des entreprises associées	0	990
Produit de cession d'immobilisations	3 605	173
Entrée de périmètre	- 18	- 15
Trésorerie nette provenant des opérations d'investissement	- 2 225	- 5 528
Dividendes payés	- 25	0
Augmentation de capital en numéraire	122	4 244
Nouveaux emprunts	7 296	9 927
Remboursements d'emprunts	- 11 332	- 9 497
Intérêts payés	- 3 871	- 3 185
Trésorerie nette provenant des activités de financement	- 7 810	1 489
Effet de la variation du taux de change	- 15	- 183
Trésorerie d'ouverture	- 30 381	- 26 597
Trésorerie de clôture	- 34 287	- 30 381
Variation de trésorerie	- 3 906	- 3 784

Détail de la trésorerie d'ouverture :		
Valeurs mobilières	115	113
Disponibilités	8 558	10 421
Concours bancaires (inclus dans le poste dettes financières à moins d'un an)	- 39 054	- 37 131
Total	- 30 381	- 26 597
Détail de la trésorerie de clôture :		
Valeurs mobilières	118	115
Disponibilités	10 674	8 558
Concours bancaires (inclus dans le poste dettes financières à moins d'un an)	- 45 079	- 39 054
Total	- 34 287	- 30 381

## B.V. – Notes annexes aux comptes consolidés

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2006 ont été arrêtés par le directoire du 12 mars 2007.

Base de préparation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2006.

Les méthodes comptables et les modalités de calcul ont été appliquées de manière identique pour l'ensemble des périodes présentées.

Les montants mentionnés dans cette annexe sont exprimés en milliers d'euros (k€).

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables compte tenu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables de certains actifs et passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est enregistré dans la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou dans la période du changement et les périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes du bilan concernés par ces estimations sont les impôts différés actifs, les écarts d'acquisition, les frais de développement immobilisés et les provisions.

## I. – Principes comptables

### I.1. - Périmètre et critères de consolidation

Les états financiers des entreprises contrôlées, directement ou indirectement, par Actielec Technologies sont intégrés globalement dans les états financiers consolidés. Les comptes des sociétés dans lesquelles Actielec Technologies possède une influence notable sont consolidés par mise en équivalence.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels le 31 décembre.

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure au paragraphe II.

### I.2. - Élimination des opérations entre les sociétés consolidées

Toutes les transactions entre les sociétés intégrées, ainsi que les résultats internes réalisés, compris dans l'actif immobilisé et dans les stocks des sociétés consolidées, sont éliminés. Les pertes internes sont éliminées de la même façon que les profits internes, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

### I.3. - Conversion des comptes annuels des filiales libellés en monnaies étrangères

Les comptes annuels des sociétés étrangères, hors zone euro, sont convertis de la manière suivante :

- les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis au taux de clôture, (à l'exception des écarts d'acquisition antérieurs à la date de transition) ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de l'exercice. En cas d'activité située dans des pays à forte inflation, les postes du compte de résultat de la filiale concernée seraient convertis au taux de clôture en application de la norme IAS 29 ;
- la différence de conversion est inscrite en tant que composante distincte des capitaux propres et n'affecte pas le résultat.

### I.4. - Conversion des transactions libellées en devises

- les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction ;
- les dettes et créances libellées en devises sont converties au taux en vigueur au 31 décembre 2006. Les différences de change latentes dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat ;

— conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

### I.5. - Principes de reconnaissance du revenu

La reconnaissance du revenu dans les comptes consolidés dépend de la nature du revenu :

- contrats de construction ;
- prestations de services : études, service après vente ... ;
- ventes de biens.

Les produits des activités ordinaires sont reconnus lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- le montant des produits peut être évalué de façon fiable ;
- les coûts encourus ou restant à encourir peuvent être évalués de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

Les contrats de construction : critères de sélection d'un contrat de construction IAS 11 :

- un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation ;
- un ensemble de contrats, qu'ils soient passés avec un client ou avec un ensemble de clients différents, doit être traité comme un contrat de construction unique lorsque :
  - cet ensemble de contrats est négocié comme un marché global ;
  - les contrats sont si étroitement liés qu'ils font, de fait, partie d'un projet unique avec une marge globale ;
  - les contrats sont exécutés simultanément ou à la suite l'un de l'autre, sans interruption.

Nature des contrats de construction : dans le groupe Actielec Technologies, les contrats de construction sont de deux natures différentes :

- les contrats d'étude et de fabrication pour un client spécifique ; la marge est reconnue à l'avancement physique (méthode dite des « *milestones* » ou des pièces fabriquées) ;
- les contrats de fabrication spécifiques pluriannuels ; le chiffre d'affaires et la marge sont comptabilisés en fonction de l'avancement des coûts réalisés par rapport aux coûts estimés du contrat.

Lorsqu'il est probable que les coûts estimés du contrat seront supérieurs aux produits estimés, la perte attendue est immédiatement constatée en charges.

Les prestations de services : le service après vente et les contrats d'abonnement :

- le produit résultant du service après vente est étalé de façon linéaire sur la période couverte par la garantie ;
- dans le cadre des contrats d'abonnement, les sociétés sont amenées à facturer en début de période des prestations qui sont livrées de manière échelonnée. Les produits sont pris en compte de manière linéaire sur les périodes concernées.

Les autres prestations de service :

- lorsque le résultat peut être connu de façon fiable, la comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge s'effectue selon le degré d'avancement.

Les ventes de biens : le produit résultant de la vente de biens est comptabilisé en chiffre d'affaires lors du transfert des risques et avantages liés aux biens. Dans la majorité des cas, il s'agit de la date de livraison du bien.

### I.6. - Regroupement d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises postérieurs au 1er janvier 2004 sont évalués :

- les actifs, passifs et passifs éventuels de la société acquis à leur juste valeur ;
- le coût d'acquisition des titres comprenant les coûts directs attribuables.

L'écart résiduel entre ces deux valeurs correspond à l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif du bilan en immobilisation incorporelle non amortissable (IFRS 3). Lorsque l'écart d'acquisition est négatif, il est intégré au résultat de la période.

Des intérêts minoritaires sont constatés à hauteur de leur quote-part dans les différences entre les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs, passifs et passifs éventuels à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions antérieures au 1er janvier 2004, l'écart d'acquisition est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent. Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2004 n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du groupe en IFRS au 1er janvier 2004.

Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation (cf § I.10. – Dépréciation des actifs) dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Lorsqu'il résulte du test une perte de valeur, l'écart d'acquisition est diminué du montant correspondant de façon définitive.

### I.7. - Les autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Elles sont comptabilisées si elles procurent des avantages économiques futurs au groupe et si elles satisfont aux critères d'identifiabilité ci-dessous :

- elles sont séparables de l'entité (peuvent être vendues, transférées, cédées ...) de façon individuelle ou liées avec un autre actif / passif, ou
- elles résultent des droits contractuels ou autres droits légaux.

Les différentes natures d'immobilisations incorporelles identifiées dans le groupe Actielec Technologies sont les frais de développement et brevets et marques.

Les amortissements des immobilisations incorporelles autres que les frais de développement sont calculés linéairement sur des durées d'utilité de 3 à 5 ans. Les frais de développement : une immobilisation incorporelle résultant de la phase de développement est comptabilisée à l'actif si, et seulement si, les critères suivants sont respectés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même, ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le coût de cette immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par le groupe.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche n'est comptabilisée à l'actif. Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les immobilisations sont constatées à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les amortissements des frais de développement reflètent le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Les méthodes utilisées sont l'amortissement linéaire ou la méthode des unités d'oeuvre. Les durées d'utilité sont fonction des actifs concernés. Elles sont de 3 à 5 ans, à l'exception du chronotachygraphe dont la durée d'utilité est estimée à 15 ans.

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée d'utilité est considérée indéfinie.

### I.8. - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à l'actif à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le groupe Actielec Technologies a choisi le modèle du coût historique comme méthode d'évaluation.

Les éléments du coût comprennent :

- le prix d'achat y compris droits de douane et taxes non remboursables, déduction faite des rabais, remises, ristournes accordées ;
- les coûts directs liés au transfert et à la mise en état d'exploitation de l'actif ;
- le cas échéant, l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et remise en état du site.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Lorsque des éléments significatifs d'immobilisations corporelles peuvent être déterminées et que ces composants ont des durées d'utilité et des modes d'amortissement différents, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (par composant).

Le groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où le coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Le groupe Actielec Technologies a déterminé trois composants pour les constructions :

- le gros oeuvre : durée d'utilité 40 ans ;
- le second oeuvre : durée d'utilité 20 ans ;
- l'agencement : durée d'utilité 10 ans.

La décomposition de certains bâtiments dont la structure est très spécifique (bardage verre ...) a été adaptée pour que les durées d'utilité correspondent à la véritable durée de vie du bien.

Le montant amortissable est systématiquement réparti sur la durée d'utilité de l'actif. Les amortissements sont calculés linéairement et les durées d'utilité retenues par le groupe sont les suivantes :

- installations techniques, matériel et outillage : sur 6 à 10 ans ;
- autres immobilisations corporelles : sur 3 à 10 ans.

Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture.

Le groupe n'a pas déterminé de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

### I. 9. - Contrats de location financement

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location - financement.

Les actifs financés au moyen de contrats de location financement sont présentés à l'actif à leur juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Cette valeur est ultérieurement minorée du cumul des amortissements et pertes de valeur éventuelles. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers, et amortie sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de location est remplacée par une dotation aux amortissements et une charge financière.

L'actif est amorti conformément à la durée d'utilité prévue par le groupe pour les actifs de même nature.

### I.10. - Dépréciations d'actifs incorporels et corporels

Des tests de dépréciation annuels sont réalisés sur :

- les écarts d'acquisition (§ I.6) ;
- les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ;
- les immobilisations incorporelles en cours de constitution.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation des autres actifs est systématiquement réalisé.

Ce test porte sur un actif déterminé ou sur une Unité Génératrice de Trésorerie (U.G.T.). Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Les écarts d'acquisition sont affectés à une ou plusieurs UGT. En règle générale, l'UGT pour les écarts d'acquisition est l'entité acquise à l'origine. Dans un cas particulier, l'écart d'acquisition d'Actia Corp. est affecté à plusieurs UGT :

- à hauteur de 2 M€ à l'ensemble de la branche Automotive (en raison des synergies liées à l'implantation du groupe aux Etats-Unis) ;
- pour le reliquat aux entités américaines : Actia Corp. (systèmes embarqués) et Actia Inc. (diagnostic).

Le test de dépréciation a pour but de comparer la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- la valeur de réalisation diminuée des coûts de la vente ;
- la valeur d'utilité, valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler de l'actif ou d'une UGT. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de prévisionnels à quatre ans de l'UGT ou des groupes d'UGT concernés, validés par la direction du groupe. Les taux de croissance retenus pour les périodes ultérieures sont stables. Les taux d'actualisation sont déterminés en retenant un taux sans risque de la zone géographique concernée, augmenté d'une prime de risque spécifique aux actifs concernés.

Lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, une perte de valeur est enregistrée en résultat opérationnel. La perte de valeur d'une UGT est affectée en priorité aux écarts d'acquisition puis aux autres actifs de l'UGT, au prorata de leur valeur comptable.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition n'est pas reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

### I.11. - Les stocks



Les coûts des stocks comprennent :

- les coûts d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ;
- les coûts de transformation (main d'oeuvre et frais indirects de production) ;

— les autres coûts ne sont inclus dans les coûts des stocks que s'ils sont encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Les stocks d'encours de services sont évalués à leur coût de production (main d'oeuvre et autres frais de personnel directement engagés pour fournir le service).

Le coût des stocks est déterminé en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS/FIFO) ou celle du coût moyen pondéré.

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation (prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

#### I.12. - Les créances clients et autres créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur, le montant de la perte constatée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

#### I.13. - Affacturage, escompte, Dailly et cessions de créances

S'il n'y a pas possibilité de recours par le banquier ou le factor, les créances sont décomptabilisées. Les risques attachés à la créance sont en effet transférés. En cas de garantie, les créances sont décomptabilisées, sauf à hauteur de la garantie donnée.

Dans le cas contraire, les créances sont maintenues à l'actif du bilan, le groupe gardant le risque de défaillance du débiteur. La somme versée par la banque est inscrite au compte banque en contrepartie de l'inscription d'une dette bancaire au passif. Celle-ci et la créance ne disparaissent du bilan que lorsque le débiteur s'est acquitté de sa dette auprès de l'établissement financier. Les frais encourus sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti, au taux d'intérêt effectif, c'est à dire présentés en déduction de la dette et étalés sur la durée de celle-ci. Enfin, s'il existe des indications objectives d'une perte de valeur, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

#### I.14. - Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie est constituée des disponibilités bancaires en compte à la date de clôture. Les découverts bancaires remboursables à vue constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme très liquides constitués de valeurs mobilières de placement facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont comptabilisés à la valeur liquidative à la date de clôture, le boni de placement étant constaté au compte de résultat.

#### I.15. - Les subventions et autres aides publiques

Le groupe Actielec Technologies a bénéficié d'aides publiques du type "Avances remboursables". Ces types de financements porteurs d'intérêts ne rentrent pas dans le cadre de gestion des subventions publiques et des critères de la norme IAS 20. Compte tenu des projets financés et de la forte probabilité de remboursement de ces avances, elles sont présentées en dettes dans les états financiers.

#### I.16. - Les impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable de la période, en retenant les taux d'impôt en vigueur, et tout ajustement de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt exigible comprend également le crédit impôt recherche calculé au titre de la période.

Les impôts différés résultent notamment :

- des pertes fiscales reportables ;
- du décalage temporel pouvant exister entre la valeur en consolidation et la base fiscale de certains actifs et passifs.

En application de la méthode bilantielle du report variable, les impôts différés sont évalués en tenant compte des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés lorsque leur recouvrement est probable. Ils doivent être imputables sur les bénéfices imposables à venir.

Les actifs d'impôt différés sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice fiscal suffisant soit disponible.

En application d'IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

#### I.17. - Les instruments financiers

Les différentes catégories d'instruments financiers sont les actifs détenus jusqu'à échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise, les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat et les autres passifs financiers.

- actifs détenus jusqu'à échéance : le groupe Actielec Technologies n'en possède aucun ;

- prêts et créances émis par l'entreprise :

- ils sont comptabilisés au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur ;

- la décomptabilisation des actifs financiers est conditionnée au transfert des risques et avantages liés à l'actif, ainsi qu'au transfert de contrôle de l'actif. De ce fait, les effets escomptés non échus et les Dailly à titre de garantie sont maintenus au poste clients et comptes rattachés ;

- actifs et passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat :

- les achats et ventes d'actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés à la date de transaction ;

- les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture ;
- autres dettes (prêts et emprunts portant intérêt) : elles sont comptabilisées selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- titres de participation : le groupe détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Conformément à la norme IAS 39, les titres sont analysés comme disponibles à la vente et sont normalement comptabilisés à la juste valeur avec variations de valeur en capitaux propres. Toutefois, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés au coût. En cas d'indication objective de dépréciation, une provision pour dépréciation est comptabilisée ;
- le groupe utilise également des instruments financiers composés du type obligations convertibles ou bons de souscription d'actions. Ces instruments financiers composés sont ventilés en une composante dette et une composante capitaux propres ;
- instruments financiers dérivés : le groupe Actielec Technologies utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissements. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le groupe ne détient ni n'émet des instruments financiers à des fins de transactions. Cependant, les instruments dérivés qui ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme des instruments spéculatifs ;
- la couverture de risque de taux : le groupe Actielec Technologies a adopté une politique globale de couverture de taux ; ces instruments de couverture ne sont pas directement affectables à certains emprunts mais permettent de couvrir les emprunts à taux variable de façon globale. Ces instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat ;
- la couverture du risque de change : pour certaines filiales du groupe Actielec Technologies, la comptabilité de couverture (couverture de flux futurs - *cash-flow hedge*) a été appliquée lorsque les critères étaient respectés (la part efficace de la juste valeur des instruments de couverture est constatée en capitaux propres, puis rapportée en résultat opérationnel lors de la réalisation du sous-jacent, les variations de juste valeur ultérieures suivent le traitement des variations de valeur du sous-jacent liées au change). Les instruments de couverture du risque de change ne respectant pas les critères liés à la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme ci-dessus (instruments de couverture du risque de taux).

#### I.18. - Les actions propres

Les actions propres détenues par le groupe Actielec Technologies sont déduites des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente ou de l'annulation des actions propres. La contrepartie versée ou reçue lors de ces transactions est directement comptabilisée en capitaux propres.

Le plan de stocks options existant dont les droits sont acquis avant la date de transition n'a fait l'objet d'aucun retraitement conformément à la dérogation prévue par IFRS 1.25.

#### I.19. - Les provisions

Une provision est comptabilisée :

- lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite résultant d'événements passés ;
- lorsqu'il est probable qu'il y aura une sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- lorsque son montant peut être estimé de façon fiable.

Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation de la dépense. Si l'impact est significatif, le montant est actualisé par application d'un taux avant impôt qui reflète la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques au passif.

Une provision pour garanties est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties et est évaluée en pondérant toutes les sorties possibles en fonction de leur probabilité.

#### I.20. - Avantages au personnel

Les avantages à court terme sont reconnus en charges de personnel de la période.

Les avantages à long terme concernent :

- les régimes à cotisations définies : les obligations du groupe se limitent au paiement des cotisations périodiques à des organismes extérieurs. La charge est comptabilisée au cours de la période sous la rubrique « charges de personnel » ;
- les régimes à prestations définies : il s'agit des indemnités de départ en retraite, provisionnées selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte de facteurs démographiques (rotation du personnel, mortalité) et de facteurs financiers (augmentation des salaires). Le taux d'actualisation retenu est le taux des obligations d'État. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été calculés ;
- les autres avantages à long terme : ils sont provisionnés en fonction de leur acquisition par les salariés concernés. Le montant de l'obligation est calculé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été calculés.

#### I.21. - Fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres créateurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Des produits constatés d'avance concernent les contrats d'abonnement souscrits par les clients. Les revenus relatifs à ces contrats sont répartis linéairement sur la durée du contrat (cf. § I.5).

#### I.22. - Modalités de calcul du résultat par action

- le résultat de base par action correspond au résultat net de l'exercice attribuable au groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice retraité des actions propres ;
- le résultat dilué par action prend en compte tous les contrats qui peuvent donner à leur titulaire le droit d'acheter des actions ordinaires appelées actions ordinaires potentielles dilutives.

Pour le groupe Actielec Technologies, l'effet des plans de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions est pris en compte dans le résultat dilué par action.

#### I.23. - Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activités), soit dans la fourniture de produits ou services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le groupe a retenu une ventilation par secteur d'activité pour le niveau primaire d'information sectorielle, et une ventilation géographique pour le niveau secondaire, ainsi qu'exposé dans la note XV.

## II. – Sociétés consolidées

Nom	Siège	N° Siren	% de contrôle		Méthode de consolidation		Métiers
			12/05	12/06	12/05	12/06	
Actielec Technologies	Toulouse	542 080 791	Société consolidante		Société consolidante		Holding
Automotive :							
Actia	Toulouse	389 187 360	99,97	99,97	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Muller Services	Toulouse	350 183 182	99,99	99,99	I.G.	I.G.	Fabrication et distribution de matériels mécaniques pour garages et centres de contrôle
Tecnofrance (1)	Méry sur Oise	342 201 563	99,50	-	I.G.	-	Sans activité industrielle
Autotech (1)	Méry sur Oise	392 235 586	92,89	-	I.G.	-	Sans activité industrielle
Parma	Méry sur Oise	400 812 897	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier
Aixia	Le Bourget du Lac	381 805 514	99,91	99,93	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Aton Systèmes	Maison Alfort	384 018 263	87,80	87,81	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia UK	Newtown ( <i>Pays de Galles</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Tekhne	Farnborough ( <i>Angleterre</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Sans activité industrielle depuis 1995
Actia Videobus	Getafe Madrid ( <i>Espagne</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications de matériels audio et vidéo
Actia Automotive	Getafe Madrid ( <i>Espagne</i> )		80,01	80,01	I.G.	I.G.	Distribution de produits de diagnostic
SCI Los Olivos	Getafe Madrid ( <i>Espagne</i> )		39,99	39,99	M.E.	M.E.	Immobilier
Karfa	Mexico ( <i>Mexique</i> )		90,00	90,00	I.G.	I.G.	Gestion de participations
Actia de Mexico	Mexico ( <i>Mexique</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Fabrication et distribution de matériels audio et vidéo
Actia do Brasil	Porto Alegre ( <i>Brésil</i> )		90,00	90,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Inc.	Elkhart-Indiana ( <i>USA</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Atal	Tabor ( <i>Rep.Tchèque</i> )		89,98	89,98	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Italia	Torino ( <i>Italie</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
I + Me Actia	Braunsweig ( <i>Allemagne</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Corp.	Elkhart-Indiana ( <i>USA</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia NL	Nuenen ( <i>Pays-Bas</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Poltik SP	Lodz ( <i>Pologne</i> )		70,00	70,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
CIPI	Tunis ( <i>Tunisie</i> )		65,60	65,80	I.G.	I.G.	Fabrications électroniques
Actia India	New Delhi ( <i>Inde</i> )		51,00	51,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Shanghai	Shanghai ( <i>Chine</i> )		100,00	100,00	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Actia Nordic (2)	Spanga ( <i>Suède</i> )		52,00	55,56	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
Télécommunications :							
Sodielec SA	St Georges de Luzeçon	699 800 306	91,10	91,10	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques
SCI Sodimob	St Georges de Luzeçon	419 464 490	60,00	60,00	I.G.	I.G.	Immobilier
Pilgrim	Toulouse	403 566 375	99,99	99,99	I.G.	I.G.	Études et fabrications électroniques

Ardia	Tunis ( <i>Tunisie</i> )		60,00	60,00	I.G.	I.G.	Études électroniques
SCI de l'Oratoire (3)	Toulouse	345 291 405	100,00	100,00	I.G.	I.G.	Immobilier
SCI Les Coteaux de Pouvoirville	Toulouse	343 074 738	27,50	27,50	M.E.	M.E.	Immobilier

(1) Le 31 juillet 2006, les sociétés Autotech et Tecnofrance ont été absorbées par voie de fusion absorption par la société Actia Muller Services.

(2) La société Actia Nordic a procédé à une augmentation de capital social en date du 10 juillet 2006. Le pourcentage de contrôle de la société est (désormais de 55,56 % contre 52 % en 2005. Cette opération a conduit à la comptabilisation d'un goodwill de 104 k€.

(3) SCI de l'Oratoire est détenue à 86% par Actielec Technologies et 14% par Actia.

### III. – Immobilisations incorporelles

Les valeurs brutes des immobilisations incorporelles ont évolué comme suit :  
— au cours de l'exercice 2006 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/05 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transfert>	Cessions et autres diminution	Au 31/12/06 IFRS
Écarts d'acquisition	21 998	104				22 102
Frais de développement	27 254		- 126	2 538	- 2 679	26 987
Autres immobilisations incorporelles	6 913	- 17	- 40	298	- 100	7 053
Total	56 165	- 87	- 166	2 836	- 2 780	56 143

— au cours de l'exercice 2005 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions <Transfert>	Cessions et autres diminutions	Au 31/12/05 IFRS
Écarts d'acquisition	21 905	93				21 998
Frais de développement	24 595		132	3 439	- 912	27 254
Autres immobilisations incorporelles	6 497		5	479	- 68	6 913
Total	52 997	93	137	3 918	- 980	56 165

et les amortissements :

— au cours de l'exercice 2006 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/05 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/06 IFRS
Frais de développement	8 333		- 32	3 506	- 2 921	8 886
Autres immobilisations incorporelles	5 147	- 17	- 20	751	- 100	5 761
Total	13 480	- 17	- 52	4 257	- 3 021	14 647

— au cours de l'exercice 2005 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/05 IFRS
Frais de développement	6 042		- 6	3 209	- 912	8 333
Autres immobilisations incorporelles	4 786		- 10	417	- 46	5 147
Total	10 828		- 16	3 626	- 958	13 480

En 2006, l'écart d'acquisition d'Actia Nordic (d'une valeur initiale de 587 k€ calculée lors de l'acquisition de la société le 1er avril 2004) a augmenté de 104 k€ suite à une augmentation de capital totalement souscrite par Actia SA par le biais d'un abandon de créance. Le pourcentage de détention de Actia SA s'élève à 55,56 % contre 52 % en 2005.

Les nouvelles immobilisations incorporelles :

— ont été générées en interne (production immobilisée) +2,5 M€ (+ 3,4 M€ en 2005) ;

— ont été acquises à l'extérieur +0,1 M€ (+ 0,5 M€ en 2005).

L'augmentation des frais de développement immobilisés provient essentiellement de :

— Actia SA + 0,7 M€ ;

- Actia Muller Services + 0,2 M€ ;
- Sodielec SA + 1,5 M€ (dont 0,7 M€ concernant la TNT).

Le tableau ci-dessous résume l'évolution du coût total des dépenses de recherche et développement :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Automotive	24 530	29 816
dont coût des études commandées par les clients	12 748	17 410
dont immobilisations	2 146	1 015
dont charges de l'année	9 636	11 391
Télécommunications	10 820	6 889
dont coût des études commandées par les clients	2 339	2 650
dont immobilisations	1 283	1 469
dont charges de l'année	7 138	2 770
Total	35 350	36 705
Amortissement des immobilisations de développement immobilisés n'entrant pas dans le calcul du coût total	3 245	3 495

Le détail des écarts d'acquisition est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	Valeurs au bilan
CIPI	922
Aton Systèmes	390
Karfa	31
Actia Corp.	7 501
Actia Poltik	224
Actia Automotive	38
Actia Nordic	691
Sodielec	12 305
Total	22 102

Conformément à la norme IAS 36, la totalité des écarts d'acquisition a été soumise à des tests de dépréciation, qui n'ont pas mis en évidence de perte de valeur.

Il s'agit notamment des écarts d'acquisition de Actia Corp. et de Sodielec dont les informations relatives aux tests sont détaillées ci-dessous :

— test sur l'écart d'acquisition de Actia Corp. (USA) :

L'écart d'acquisition d'Actia Corp. est affecté à plusieurs UGT :

- à hauteur de 2 M€ à l'ensemble de la branche Automotive (en raison des synergies liées à l'implantation du groupe aux États-Unis) ;
- pour le reliquat aux entités américaines : Actia Corp. (systèmes embarqués) et Actia Inc. (diagnostic).

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'UGT. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les prévisions de *cash-flow* établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commande des quatre prochaines années ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité ;
- le niveau d'investissement annuel ;
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur l'expérience passée ;
- la période couverte pour ces prévisions de *cash-flow* est de quatre années (de 2007 à 2010) ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital. Il a été établi sur la base d'un coût du capital de 10,1 % et d'un coût net de la dette de 3,6 %. Le taux retenu pour l'actualisation des *cash-flows* et la valeur terminale s'élève à 8,5 %.

Ci-après les hypothèses justifiant les taux retenus :

- coût du capital :
  - \* T Bonds US : 4,59 % ;
  - \* prime de risque moyenne des sociétés de l'Eurolist compartiment C : 5,3 % ;
  - \* beta compris entre 1,027 (source *Barra*), 1,10 (source *Bloomberg*) et 0,97 (source *Datastream*) ;
- coût de la dette :
  - \* coût de la dette à moyen long terme avant impôt de 6 % ;
  - \* un taux d'imposition de 40 %, taux utilisé dans le cadre de la détermination des *cash-flows* ;
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un *cash-flow* auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1 %.
- test sur l'écart d'acquisition de Sodielec :

L'écart d'acquisition de Sodielec a été rattaché à une UGT composée de l'ensemble des actifs immobilisés de la société Sodielec SA, le tout représentant une valeur nette globale de 19,9 M€.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité de l'UGT. Elle a été déterminée en tenant compte des hypothèses suivantes :

- les prévisions de *cash-flow* établies par le management tiennent compte de l'évolution du chiffre d'affaires fondé sur l'évaluation du carnet de commande des quatre prochaines années ainsi que sur l'évolution du besoin en fonds de roulement calculé suivant l'évolution de l'activité ;
- le niveau d'investissement annuel ;
- le management a chiffré ces hypothèses en se fondant sur l'expérience passée ;

- la période couverte pour ces prévisions de *cash-flow* est de quatre années (de 2007 à 2010) ;
- le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital. Il a été établi sur la base d'un coût du capital de 9,3 % et d'un coût net de la dette de 3,7 %. Le taux retenu pour l'actualisation des *cash-flows* et la valeur terminale s'élève à 8,1 %.

Ci-après les hypothèses justifiant les taux retenus :

- coût du capital :
  - \* OAT 10 ans : 3,83 % ;
  - \* prime de risque moyenne des sociétés de l'Eurolist compartiment C : 5,30 % ;
  - \* beta compris entre 1,027 (source *Barra*), 1,10 (source *Bloomberg*) et 0,97 (source *Datastream*) ;
- coût de la dette :
  - \* coût de la dette à moyen long terme avant impôt de 5,5 % ;
  - \* un taux d'imposition de 33,33 %, taux utilisé dans le cadre de la détermination des *cash-flows*.
- la valeur terminale a été déterminée à partir d'un *cash-flow* auquel a été appliqué un taux de croissance à l'infini de 1 %.

#### IV. – Immobilisations corporelles

Les valeurs brutes des immobilisations corporelles ont évolué comme suit :

— au cours de l'exercice 2006 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/05	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions et transferts	Cessions et autres diminutions	Au 31/12/06
Terrains	1 619		- 76	67	- 124	1 487
Constructions	11 663	- 77	- 242	2 038	- 2 335	11 047
Installations techniques matériels outillages	28 830	- 22	- 325	2 210	- 449	30 245
Autres immobilisations	13 421	- 74	- 273	1 456	- 1 150	13 380
Total	55 533	- 173	- 916	5 771	- 4 057	56 159
Dont crédit bail:						
Terrains	221			67		288
Constructions	4 300			1 837		6 137
Installations techniques matériels outillages	4 706			873		5 579
Autres immobilisations	1 633			18		1 651

— au cours de l'exercice 2005 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/04	Variation périmètre	Écarts de conversion	Acquisitions et transferts	Cessions et autres diminutions	Au 31/12/05
Terrains	1 571		48			1 619
Constructions	11 362		291	10		11 663
Installations techniques matériels outillages	25 885		210	3 381	- 646	28 830
Autres immobilisations	13 397		364	755	- 1 095	13 421
Total	52 215		913	4 146	- 1 741	55 533
Dont crédit-bail:						
Terrains	62			159	*	221
Constructions	2 256			2 044	*	4 300
Installations techniques matériels outillages	3 451			1 255		4 706
Autres immobilisations	2 070				- 437	1 633

\* l'augmentation du crédit-bail est liée à la cession-bail des bâtiments de la SCI Oratoire au cours du 1er semestre 2005 (2,1 M€).

La totalité des nouvelles immobilisations corporelles a été acquise auprès de fournisseurs extérieurs.

En 2006, la société Sodielec a procédé à la cession de ses bâtiments situés au Puy-Sainte-Réparate (Valeur brute dans les comptes consolidés : terrain 67 k€, constructions 1 837 k€) suivie d'un *lease-back* sur 12 ans. Les immobilisations ont été comptabilisées en crédit-bail à leur valeur historique dans les comptes consolidés.

Les autres acquisitions les plus significatives concernent :

- les installations techniques +2,2 M€ (+ 3,4 M€ en 2005) ;
- dont Actia SA 1,2 M€ (1,7 M€ en 2005), CIPI 0,4 M€ (0,6 M€ en 2005).

— les autres immobilisations +0,6 M€ (+ 0,7 M€ en 2005),  
dont Actia Corp 0,5 M€ (0,2 M€ en 2005), CIPI 0,1 M€ (0,1 M€ en 2005).

Les immobilisations corporelles données en garantie sont détaillées au paragraphe XXII-Garanties sur éléments d'actif.

Les amortissements :

— au cours de l'exercice 2006 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/05 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/06 IFRS
Terrains	13					13
Constructions	5 471	- 77	- 48	2 014	- 1 819	5 541
Installations techniques matériels outillages	21 788	- 22	- 173	2 525	- 930	23 190
Autres immobilisations	9 688	- 74	- 127	873	- 434	9 926
Total	36 960	- 173	- 347	5 413	- 3 183	38 670
Dont crédit-bail:						
Terrains	13					13
Constructions	2 022			1 761		3 783
Installations techniques matériels outillages	2 751			786		3 536
Autres immobilisations	1 623			10		1 633

— au cours de l'exercice 2005 :

Chiffres exprimés en k€	Au 31/12/04 IFRS	Variation périmètre	Écarts de conversion	Dotations	Reprises	Au 31/12/05 IFRS
Terrains	13			13	- 13	13
Constructions	4 875		49	547	0	5 471
Installations techniques matériels outillages	19 882		116	2 091	- 301	21 788
Autres immobilisations	9 625		164	294	- 395	9 688
Total	34 395		329	2 945	- 709	36 960
Dont crédit-bail:						
Terrains	0			13		13
Constructions	900			1 122		2 022
Installations techniques matériels outillages	2 189			562		2 751
Autres immobilisations	2 023			37	- 437	1 623

#### V. – Titres des sociétés mises en équivalence

Chiffres exprimés en k€	Valeur des titres IFRS		Quote-part du résultat IFRS	
	31/12/05	31/12/06	31/12/05	31/12/06
SCI Los Olivos	143	167	21	25
SCI de Pouvoirville			73	77
Total	143	167	94	102

La situation nette de SCI de Pouvoirville est devenue négative du fait du retraitement de la plus-value sur *lease-back* fin 2004 et de la distribution de dividende début 2005. Les titres mis en équivalence négatifs sont présentés en provisions au 31 décembre 2006 (cf § XV).

Des informations financières relatives aux sociétés mises en équivalence sont données ci-dessous :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05		31/12/06	
	SCI Los Olivos	SCI de Pouvoirville	SCI Los Olivos	SCI de Pouvoirville
Total actifs	1 532	770	1 501	818
Dettes	1 175	38	1 083	194
Chiffre d'affaires	200	624	205	624

Résultat	52	95	62	86
----------	----	----	----	----

### VI. – Actifs financiers non courants

Chiffres exprimés en k€	Valeurs nettes 31/12/05	Valeurs nettes 31/12/06
Autres titres immobilisés :		
Branche Automotive	453	101
Branche Télécommunications	0	0
Non affecté	19	18
Créances rattachées à des participations :		
Branche Automotive	206	174
Branche Télécommunications	0	0
Non affecté	0	0
Dépôts et cautionnements :		
Branche Automotive	309	351
Branche Télécommunications	21	21
Non affecté	0	7
Prêts et divers :		
Branche Automotive	6	6
Branche Télécommunications	0	0
Non affecté	5	6
<b>Total</b>	<b>1 019</b>	<b>684</b>

### VII. – Stocks

Les valeurs de réalisation nette des stocks ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en k€	2005				2006			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté (*)	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté (*)	Comptes consolidés groupe
Matières premières	17 161	6 118	0	23 279	16 939	6 721	0	23 660
En cours de biens et services	3 737	7 893	0	11 630	3 850	9 080	0	12 930
Produits intermédiaires et finis	7 351	2 595	0	9 946	8 875	2 702	0	11 577
Marchandises	8 616	72	0	8 688	9 219	46	88	9 353
<b>Total</b>	<b>36 865</b>	<b>16 678</b>	<b>0</b>	<b>53 543</b>	<b>38 883</b>	<b>18 549</b>	<b>88</b>	<b>57 520</b>

(\*) stock DGA porté par Actielec Technologies (comptes sociaux) : 88 k€ (0 k€ en 2005).

La société Actia SA a procédé à une mise au rebut de stock de composant au cours de l'exercice 2006 dont la valeur nette s'élevait à 0,4 M€.  
Les dépréciations de stocks ont évolué comme suit :

Chiffres exprimés en k€	2005				2006			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Matières premières	1 755	524	0	2 279	1 819	475	0	2 294
En cours de biens et services	117	0	0	117	54	0	0	54
Produits intermédiaires et finis	486	165	0	651	491	130	0	621
Marchandises	1 886	0	0	1 886	2 045	0	0	2 045
<b>Total</b>	<b>4 244</b>	<b>689</b>	<b>0</b>	<b>4 933</b>	<b>4 409</b>	<b>605</b>	<b>0</b>	<b>5 014</b>



### VIII. – Clients et autres créances

Les créances clients sont à échéance à moins d'un an. Le montant des créances clients ayant fait l'objet :

- d'un financement Dailly s'élève à 19 244 k€ (16 182 k€ au 31/12/05) ;
- d'un escompte non échu s'élève à 2 647 k€ (2 138 k€ au 31/12/05).

Les créances fiscales et sociales s'élèvent à 4,2 M€ (3,6 M€ au 31/12/05) et comprennent notamment :

- du crédit impôt recherche courant (moins d'un an) à hauteur de 0,6 M€ (0,1 M€ au 31/12/05) :
  - branche Automotive 0,5 M€ ;
  - branche Télécommunications 0,1 M€ ;
- de la TVA déductible à hauteur de 1,7 M€ (1,8 M€ au 31/12/05) dont :
  - Actia SA 0,5 M€ ;
  - Actia Muller Services 0,5 M€ ;
- du crédit d'impôt sur les sociétés à hauteur de 1,7 M€ (1,6 M€ au 31/12/05) avec comme principales sociétés concernées :
  - Actia SA 0,6 M€ ;
  - Actia Italie 0,8 M€ ;
- des créances sociales à hauteur de 0,1 M€ (0,1 M€ au 31/12/05).

### IX. – Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers à la juste valeur par le compte de résultat

La trésorerie est constituée :

- de valeurs mobilières de placement à hauteur de 118 k€ (115 k€ au 31/12/05) ;
- de disponibilités bancaires à hauteur de 10 674 k€ (8 558 k€ au 31/12/05) ;
- de concours bancaires courants, inclus dans les "Dettes financières à moins d'un an" dans le passif courant dont le montant s'élève au 31/12/06 à 45 079 k€ (39 054 k€ au 31/12/05).

La trésorerie nette disponible s'élève donc à - 34 287 k€ (- 30 381 k€ au 31/12/05).

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture. L'impact sur les réserves et le résultat est détaillé dans le tableau ci-dessous :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05				31/12/06			
	Valeur comptable	Juste valeur	Impact réserves	Impact résultat	Valeur comptable	Juste valeur	Impact réserves	Impact résultat
Valeurs mobilières de placement	89	115	24	2	90	118	26	2

### X. – Impôts différés

Chiffres exprimés en k€	31/12/05	31/12/06
Actifs d'impôts constatés au titre des :		
Décalages temporels	440	1 195
Déficits reportables	7 818	6 662
Total net des actifs d'impôts	8 258	7 857
Passifs d'impôts constatés au titre des :		
Passifs d'impôts différés	112	97
Total net des passifs d'impôts	112	97
Total net des actifs ou passifs d'impôts différés	8 146	7 760

Les moins-values à long terme des sociétés françaises du groupe s'élèvent à 2,3 M€ (2,3 M€ au 31/12/05) et ne sont pas activées. A compter du 1er janvier 2007, la fiscalité française n'imposera plus les plus-values long terme et le bénéfice potentiel de ces moins-values disparaîtra (l'impôt récupérable aurait été de 184 k€ au 31/12/05).

### XI. – Dettes financières

Les dettes financières par nature de crédit et par échéance se répartissent de la façon suivante :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05				31/12/06			
	<31/12/06	>01/01/07 <31/12/10	>01/01/11	Total	<31/12/07	>01/01/08 <31/12/11	>01/01/12	Total
Emprunts obligataires	736	416		1 152	1 142			1 142
Emprunts auprès des établissements de crédit	9 522	15 513	2 824	27 859	9 680	12 888	2 437	25 005
Dettes financières diverses	819	2 228		3 047	649	1 192		1 841
Dettes financières crédit-bail *	1 044	2 835	2 191	6 070	1 407	3 956	3 005	8 368

Concours bancaires et découverts	39 054			39 054	45 079			45 079
Total	51 175	20 992	5 015	77 182	57 957	18 036	5 442	81 435

\* Cf paragraphe IV

Les dettes financières par devise de souscription se répartissent de la façon suivante :

Chiffres exprimés en k€	31/12/06				
	Euro	Dollar	Couronne suédoise	Autres	Total
Emprunts obligataires	1 142				1 142
Emprunts auprès des établissements de crédit	23 031	1 974			25 005
Dettes financières diverses	1 734	46		61	1 841
Dettes financières crédit-bail	8 368				8 368
Concours bancaires et découverts	38 911	2 789	2 664	715	45 079
Total	73 186	4 809	2 664	776	81 435

— Le ratio « Endettement Net / fonds propres » est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05	31/12/06
Emprunts obligataires convertibles	1 152	1 142
Dettes financières auprès des établissements de crédit	27 859	25 005
Dettes financières diverses	3 047	1 841
Dettes financières de crédit-bail	6 070	8 368
Concours bancaires et découverts	39 054	45 079
Sous total A	77 182	81 435
Autres valeurs mobilières	115	118
Disponibilités	8 558	10 674
Sous total B	8 673	10 791
Total endettement net = A - B	68 509	70 643
Total fonds propres	56 465	58 144
Ratio endettement net / fonds propres	121%	121%

Ce ratio est fortement impacté par le financement du poste client, du retraitement du crédit-bail immobilier et des BSA (ci-dessous expliqué).

- les concours bancaires et découverts sont accordés généralement pour une durée de un an et sont renouvelables en milieu d'exercice. Ils sont impactés du poids du financement du poste client (Daily et effets escomptés non échus) pour 21,9 M€ au 31/12/06 contre 18,3 M€ au 31/12/05 ;
- l'emprunt obligataire convertible en actions a été émis fin décembre 2001 par Sodielec SA aux conditions suivantes :
  - obligations nominatives émises à 18 € de nominal au pair ;
  - durée de l'emprunt : 6 ans à compter de l'émission ;
  - intérêt annuel : 2,5 % l'an payable les 30 juin et 31 décembre de chaque année ;
  - droit de conversion : une action pour une obligation ;
  - exercice du droit de conversion : à tout moment.

En cas de non conversion, les obligations seront remboursées pour un tiers les 4ème, 5ème et 6ème années ; elles donneront droit dans ce cas à une prime de non conversion calculée à un taux tel que le taux actuariel brut global sera de 6 % l'an. Au 31 décembre 2006, aucun droit de conversion n'a été exercé.

— fin 2003, Actia SA a obtenu un emprunt de 4 M€ dans le cadre du financement des coûts de développement du chronotachygraphe. Cet emprunt est assorti du respect de covenants lié au démarrage du marché Chronotachygraphe, calculés en fonction de l'endettement de la branche Automotive. Les ratios financiers d'endettement à respecter sont les suivants :

- R1 = dette financière nette consolidée divisée par les fonds propres consolidés : inférieur à 1 en 2005 ;
- R2 = dette financière nette consolidée divisée par l'excédent brut d'exploitation consolidé : inférieur à 4 en 2005 et inférieur à 3 à partir de 2006 ;
- R3 = Cash flow libre consolidé divisé par le service de la dette financière consolidée : supérieur à 1,1 ;

La Société Actielec Technologies, en tant que caution de sa filiale Actia, s'engage à distribuer à ses actionnaires à compter des résultats des exercices 2004 et suivants, des dividendes au delà des sommes nécessaires au désendettement, uniquement si le ratio endettement net sur fonds propres (sans prise en compte du financement du poste client) d'Actielec Technologies au niveau consolidé, et après distribution est inférieur ou égal à 1 ;

- les garanties données sur les emprunts et dettes financières sont listées au § XXII ;
- en 2003, l'ANVAR, Agence française de l'innovation (devenue Oseo Anvar), et Actielec Technologies ont signé un accord pour convertir une aide à l'innovation (avance remboursable) en bons de souscription d'actions (BSA), sur la Société Actia. Le 11 juin 2003, l'ANVAR a souscrit 941 bons de souscription d'actions aux conditions suivantes :
  - chaque bon émis permettra la souscription d'une action de la société ;
  - les actions nouvelles souscrites au moyen de l'exercice des bons devront être intégralement libérées lors de leur souscription à un prix de 283 € par action ;
  - les bons pourront être exercés à tout moment dans un délai de 8 ans à compter de l'autorisation d'émission. Au delà, les bons non exercés perdront toute valeur.

- La Société Actielec Technologies SA s'est engagée à racheter les BSA encore détenus par Oseo Anvar dans les cas et selon les conditions suivantes :
- dans la mesure où les titres d'Actielec Technologies n'ont fait l'objet d'aucun dépôt d'offre publique (OPA, OPE, OPR ...) : à compter du 1er janvier 2008, le prix de cession des BSA sera égal à la plus élevée des valeurs définies ci-dessous :
    - \* la valeur de l'action de la société telle qu'elle ressort de la dernière opération significative connue à la date de la notification par l'ANVAR (cession d'actions, augmentation de capital ...);
    - \* la valeur de l'action établie à partir de la valeur de la société rapportée à une action. La valeur de la société correspond à la différence entre :
      - le cours moyen boursier sur 200 jours d'Actielec Technologies multiplié par le nombre total d'actions le tout divisé par 0,85 ;
      - la somme des valeurs des autres sociétés détenues par Actielec Technologies au prorata de sa participation au capital de chacune de ses sociétés ;
  - dans le cas où pendant la durée de la convention, les titres du capital d'Actielec Technologies feraient l'objet du dépôt d'une offre publique (OPA, OPE, OPR ...), le prix de cession des BSA sera égal à la valeur de l'action établie à partir de la valeur de la société rapportée à une action. La valeur de la société correspond dans ce cas à la différence entre :
    - \* le prix de cession par action d'Actielec Technologies retenu à l'issue de l'offre publique multiplié par le nombre total d'actions à la date de dépôt de l'offre publique le tout divisé par 0,85 ;
    - \* la somme des valeurs des autres sociétés détenues par Actielec Technologies à la date de dépôt de l'offre publique au prorata de sa participation au capital de chacune de ses sociétés.

En conséquence, au 31 décembre 2005, ces bons de souscription d'action sont présentés en dettes pour un montant de 1,6 M€.

Le 21 décembre 2006, Oseo Anvar (OSEO) a notifié par écrit à Actielec Technologies SA son intention de céder la totalité de ses BSA à un acquéreur extérieur au groupe Actielec pour une valeur globale de 650 k€. En date du 2 février 2007 et selon les termes de la convention signée avec l'ANVAR le 11 juin 2003, la société Actielec Technologies s'est prévaluée de son droit de préemption sur cette cession.

La transaction envisagée entre OSEO et une société tierce permet de déterminer la juste valeur de la dette constatée au bilan d'Actielec Technologies. En conséquence, ces bons de souscription d'action sont présentés en dette financière diverse courante pour un montant de 650 k€. Le produit lié à la comptabilisation de la juste valeur de cette dette, soit 950 k€, est inscrit en "autres produits financiers" de l'exercice.

## XII. – Capitaux propres

- Au cours de l'exercice 2006, la variation des capitaux propres du groupe est notamment liée à :
  - la variation de périmètre liée à la souscription de l'augmentation de capital de Actia Nordic le 10 juillet 2006 ;
  - la fusion-absorption des sociétés Autotech et Tecnofrance par Actia Muller Services le 31 juillet 2006 ;
- le programme de rachat d'actions propres a été initialement autorisé par l'AMF (COB) le 14 décembre 2000 sous le visa n°00-2041 puis le 11 avril 2002 sous le visa n° 02-357. Trois nouveaux programmes de rachat d'actions propres ont été successivement autorisés par les assemblées générales des 9 mai 2003, 30 avril 2004 et 9 mai 2006 pour des durées respectives de 18 mois. Ces nouveaux programmes n'ont pas nécessité d'autorisation préalable de l'AMF car la possibilité d'annuler les actions rachetées (prévue dans les deux premiers programmes) a été supprimée. Nous rappelons que ces programmes sont conformes aux articles L225-209 et suivants du Code de commerce et que l'objectif de ce programme est la régularisation du cours en fonction des situations de marché.

Depuis l'origine du programme et jusqu'au 31 décembre 2006, Actielec Technologies a racheté 61 996 actions propres et transféré 35 actions propres à un actionnaire lors de la transformation de 70 BSA en 2005. Au cours de l'exercice 2006, aucune opération d'acquisition ou de cession n'a été effectuée sur le titre Actielec Technologies.

Au 31 décembre 2006, le programme de rachat d'actions propres se solde par la détention de 61 961 actions comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur valeur brute (290 154 €). Le prix moyen d'achat s'élève à 4,68 €.

Hors programme de rachat, Actielec Technologies détient également 1 400 actions propres comptabilisées en moins des capitaux propres pour une valeur brute de 153 152 €. Ces actions étaient détenues par Mors SA au moment de la fusion.

- lors de l'augmentation de capital du 16 octobre 2004, la société Actielec Technologies a émis 1 875 000 BSA (ISIN FR0010121061). Au 31 décembre 2006, 42 470 BSA ont été exercés et ont donné lieu à :

- une augmentation de capital en date du 20 mars 2006 suite à la transformation de 42 400 BSA en 2005. Cette augmentation de capital a porté le nombre d'actions à 19 859 941 actions de 0,75 € chacune, soit un capital social de 14 894 955,75 €. La société a créé 21 242 actions nouvelles de 0,75 € de nominal et 3,741 € de prime d'émission ;
- un transfert de 35 actions propres suite à une transformation de 70 BSA en 2005, sans effet sur le capital social.

Au 31 décembre 2006, il reste 1 832 530 BSA (ISIN FR0010121061) en circulation. Les caractéristiques des bons de souscription ou d'achat d'actions sont les suivantes :

- le droit attaché aux bons : souscrire ou acquérir contre paiement du prix d'exercice des actions à émettre ou existantes ;
- la parité d'exercice, fixée initialement à 2 bons pour 1 action, est désormais de 1,002 actions ;
- le prix d'exercice a été fixé à 4,50 euros ;
- le titulaire de bons a la faculté d'exercer les bons à tout moment à partir du 15 octobre 2004 jusqu'au 14 octobre 2007. Passé ce délai de trois ans, les bons qui n'auront pas été exercés deviendront caducs ;
- en cas d'augmentation de capital ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital, de fusion, de scission et d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la société, la société se réserve le droit de suspendre l'exercice des bons pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- les bons font l'objet d'une cotation indépendante de celle des actions d'origine Euronext Paris (Code ISIN FR0010121061), Eurolist C.

Au 31 décembre 2006, le cours unitaire était fixé à 0,22 €.

Au cours de l'exercice 2006, aucun BSA n'a été exercé.

- la situation nette sociale d'Actielec Technologies SA a évolué comme suit pendant l'exercice :
  - au cours de l'exercice 2006 :

Chiffres exprimés en k€	Solde au 31/12/05 avant affectation	Affectation du résultat 2005		Augmentation de capital	Exercice BSA	Solde au 31/12/2006
		Dividendes	Autres			
Capital	14 879				16	14 895
Prime d'émission et de fusion	17 200				80	17 280
Exercice de BSA (FR0010121061)	96				- 96	0
Réserves légales	1 286					1 286

Réserves indisponibles	189				189
Report à nouveau	11 222		- 139		11 083
Résultat social Actielec Technologies 2005	- 139		139		0
Résultat social Actielec Technologies 2006	0				- 786
Situation nette	44 733		0	0	43 947

— au cours de l'exercice 2005 :

Chiffres exprimés en k€	Solde au 31/12/04 avant affectation	Affectation du résultat 2004		Augmentation de capital	Exercice BSA	Solde au 31/12/2005
		Dividendes	Autres			
Capital	14 271			608		14 879
Prime d'émission et de fusion	13 792			3 408		17 200
Exercice de BSA (FR0010121061)					96	96
Réserves légales	1 286					1 286
Réserves indisponibles	189					189
Report à nouveau	12 241		- 1 019			11 222
Résultat social Actielec Technologies 2004	- 1 019		1 019			0
Résultat social Actielec Technologies 2005						- 139
Situation nette	40 761	0	0	4 016	96	44 733

— un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a été consenti en 2003 au profit de mandataires sociaux, au titre des mandats exercés. Ce plan d'options de souscription ou d'achat d'actions porte sur l'option de souscription de 240 000 actions au prix unitaire de 1,92 € et l'option d'achat de 60 000 actions au prix unitaire de 3,76 €. La date d'échéance a été fixée au 31 août 2008. Au 31 décembre 2006, aucune option n'a été exercée. Les options étant acquises dès leur octroi, c'est à dire avant la date de transition aux normes IFRS, la norme IFRS 2 n'a pas été appliquée. Excepté ce plan, il n'existe aucun autre plan d'options de souscription ou d'achat d'actions en cours sur la société.

— l'assemblée générale du 21 septembre 2004 a autorisé :

– l'émission de 4 125 000 actions nouvelles jusqu'au 21 novembre 2006 (date d'échéance). Seules 2 685 491 actions nouvelles (hors transformation de BSA) ont été émises et entièrement libérées lors des augmentations de capital des 21 octobre 2004 (1 875 000 actions nouvelles) et 20 avril 2005 (810 491 actions nouvelles) ;

– l'émission d'actions nouvelles en faveur des adhérents d'un Plan Épargne Entreprise représentant 3% du capital d'Actielec Technologies.

A ce jour, aucune action nouvelle n'a été émise concernant cette autorisation ;

— le détail de l'évolution du nombre d'actions au cours de l'exercice est le suivant :

Chiffres exprimés en unités	31/12/05	Augmentation de capital	Transformation de BSA	31/12/06
Actions Actielec Technologies ISIN : FR0000076655	19 838 699		21 242	19 859 941

— au 31 décembre 2006, le capital social est constitué de 6 722 058 actions à droit de vote simple, 13 074 522 actions à droit de vote double et 63 361 actions auto détenues sans droit de vote. Il existe 14 553 895 titres nominatifs et 5 306 046 titres au porteur. 60 000 actions auto détenues sont réservées dans le cadre d'un plan de stocks options. Aucune action à dividende prioritaire n'existe dans la société Actielec Technologies.

### XIII. – Résultat par action

— Résultat par action : le calcul du résultat de base par action au 31 décembre 2006 a été effectué sur la base du résultat attribuable au groupe de la période soit 1 597 703 €, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, soit 19 792 041 actions. Le détail des calculs est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/05 IFRS	31/12/06 IFRS
Résultat consolidé attribuable au groupe (en €)	- 1 631 936	1 597 703
Nombre moyen pondéré d'actions :		
Actions émises au 1er janvier	19 028 208	19 838 699
Actions propres détenues en fin de période	- 63 321	- 63 361
Actions émises en avril 2005	810 491	0
BSA (FR0010121061) exercés en 2005	42 400	0
Transformation de BSA (FR0010121061)		16 703
Nombre moyen pondéré d'actions	19 541 916	19 792 041
Résultat de base par action (en €)	- 0,084	0,081

— résultat dilué par action :

le calcul du résultat dilué par action au 31 décembre 2006 a été effectué sur la base du résultat consolidé attribuable au groupe de la période qui s'élève à 1 597 703 € corrigé des effets des plans de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions :

— BSA chez Actia SA : 49 045 € au 31/12/06 (0 € au 31/12/05) ;

— obligations convertibles Sodielec SA : pas d'incidence sur le résultat au 31/12/06 (3 888 € au 31/12/05),

divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentielles de la période, soit de 20 950 139 actions.

Le détail des calculs est fourni dans le tableau ci-dessous :

	31/12/05 IFRS	31/12/06 IFRS
Résultat dilué (en €)	- 1 635 824	1 548 658
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles :		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	19 541 916	19 792 041
Effet des BSA (FR 0010121061)	918 098	918 098
Effet des plans de souscription d'actions	240 000	240 000
Nombre moyen pondéré dilué	20 700 014	20 950 139
Résultat dilué par action (en €)	- 0,079	0,074

#### XIV. – Provisions

Elles ont évolué de la manière suivante :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05	Variation Périmètre écart de conversion	Dotations	Reprises		31/12/06
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour retraite et autres avantages à long terme	2 656		366	- 44		2 977
Provisions à court terme	4 623	- 30	1 523	- 764	- 355	4 996
Total	7 279	- 30	1 889	- 809	- 355	7 973

Les dotations aux provisions à court terme concernent notamment :

— des provisions sur garanties clients 731 k€ ;

— des provisions pour autres risques 264 k€ ;

— des provisions pour autres charges 309 k€ ;

(dont risques liés à des ruptures de contrats 252 k€)

Les reprises de provisions utilisées concernent principalement :

— des provisions sur garanties clients 528 k€.

Les reprises de provisions non utilisées concernent :

— des provisions pour autres risques 273 k€.

Les passifs éventuels : les sorties de ressources considérées comme non probables et n'ayant pas fait l'objet de provisions à la clôture d'élèvent à 125 k€ (litiges en cours avec l'administration fiscale).

La plus-value sur *lease-back* réalisée en 2004 par la SCI de Pouvoirville est étalée sur 12 ans. Cet étalement permettra de réduire progressivement le montant des titres mis en équivalence négatifs. Au 31 décembre 2006, la provision pour titres des sociétés mises en équivalence s'élève à 452 k€.

Conformément à la norme IAS 19 - Avantages du personnel, la provision pour retraite comptabilisée au passif du bilan a pour but de constater l'indemnité retraite acquise par les membres du personnel à la fin de la période :

— l'obligation en matière d'engagement retraite est totalement provisionnée car non couverte par des actifs dédiés ;

— la dotation nette de la période s'élève à 366 k€ et correspond au :

— coût du service : 245 k€ ;

— coût financier : 101 k€ ;

— écart actuariel : 20 k€.

— la reprise pour provision utilisée s'élève à 44 k€ et concerne Actia Italie ;

— les principales hypothèses retenues à la date de la clôture sont :

— taux d'actualisation 3,87 % correspondant au taux des obligations long terme de décembre 2006 ;

— taux d'évolution des salaires 2 % ;

— taux de *turn-over* provenant de l'étude INSEE réalisée en septembre 2003 "Mobilité selon niveau de qualification et expérience professionnelle " :

	< 10 ans	< 20 ans	< 30 ans	> 30 ans
Cadres	13,7 %	8,30 %	5,20 %	4,10 %
Non cadres	21,20 %	10,90 %	7,30 %	5,10 %

— table de mortalité : table réglementaire TV 88 - 90 simplifiée :

	< 20 ans	< 30 ans	< 40 ans	< 50 ans	< 60 ans	< 65 ans	> 65 ans
Espérance de vie	98,98 %	98,66 %	98,04 %	96,84 %	94,30 %	90,91 %	84,56 %

### XV. – Information sectorielle

Le premier niveau d'information sectorielle choisi par le groupe est la ventilation par activité. Le groupe Actielec Technologies possède deux branches d'activités distinctes :

- la branche Automotive qui regroupe les activités Diagnostic, Systèmes embarqués et Services & pérennisation ;
- la branche Télécommunications qui regroupe les activités Stations terriennes, Broadcast, Réseaux et Aéronautique-défense.

Le résultat par branche d'activité est le suivant :

Chiffres exprimé en k€	2005				2006			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Chiffre d'affaires	177 452	40 041	77	217 570	184 848	37 461	- 210	222 099
dont ventes de marchandises	19 116	3 000	- 78	22 038	21 472	1 259	- 17	22 714
dont ventes de biens	126 401	23 156	- 51	149 506	128 885	25 042	- 264	153 663
dont ventes de services	31 935	6 795	206	38 936	34 491	6 519	71	41 081
dont contrats de construction	0	7 090	0	7 090	0	4 641	0	4 641
Achats consommés	- 75 771	- 17 039	34	- 92 776	- 79 952	- 17 241	270	- 96 923
Charges de personnel	- 48 577	- 13 838	- 1 830	- 64 245	- 50 708	- 14 065	- 1 340	- 66 114
Charges externes	- 43 805	- 4 557	1 641	- 46 721	- 41 001	- 4 687	533	- 45 156
Impôts et taxes	- 2 573	- 780	- 128	- 3 481	- 2 717	- 1 048	- 95	- 3 860
Dotations nettes aux amortissements	- 4 472	- 3 092	- 105	- 7 669	- 5 542	- 2 156	- 109	- 7 807
Variation stocks produits en cours et produits finis	- 89	- 681	0	- 770	1 484	1 259	- 1	2 742
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation	- 30	- 6	- 1	- 37	68	- 60	- 85	- 77
Autres produits d'exploitation	234	222	0	456	248	466	- 73	641
Autres charges d'exploitation	- 164	- 138	73	- 229	- 119	- 831	0	- 950
+/- valeurs sur cessions d'immobilisations	- 52	1	12	- 39	251	- 180	2	73
Résultat opérationnel	2 153	133	- 229	2 057	6 859	- 1 082	- 1 108	4 669
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0	99	14	113	4	18	- 3	25
Intérêts et charges financières	- 2 708	- 756	183	- 3 281	- 3 396	- 425	211	- 3 609
Autres produits financiers	137	1	11	149	218	14	975	1 197
Autres charges financières	11	- 7	- 16	- 12	- 39	- 7	- 12	- 58
Coût de l'endettement financier net	- 2 560	- 663	193	- 3 030	- 3 213	- 400	1 167	- 2 445
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	21	0	73	94	25	0	77	102
Charge d'impôt	- 557	689	- 810	- 678	- 625	433	- 457	- 649
Résultat net	- 943	159	- 773	- 1 557	3 047	- 1 049	- 321	1 677

Au 31 décembre 2006, le chiffre d'affaires global relatif aux contrats de construction s'élève à 50 404 k€ dont 4 641 k€ au titre de l'exercice 2006 (respectivement 45 763 k€ et 7 090 k€ au titre de l'exercice 2005).

Le détail des autres informations concernant la ventilation primaire est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	2005				2006			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Valeur des actifs :								
Immobilisations	41 345	21 043	31	62 419	39 554	20 302	- 20	59 836
Impôt différé actif	4 866	3 033	359	8 258	5 057	2 879	- 79	7 857
Stocks	36 865	16 678	0	53 543	38 883	18 637	0	57 520
Créances	48 885	25 673	534	75 092	55 483	27 488	122	83 093

Trésorerie	7 862	419	392	8 673	9 409	573	809	10 791
Total des actifs	139 823	66 846	1 316	207 985	148 386	69 879	832	219 097
Dettes non courantes :								
Emprunts obligataires	0	493	- 77	416	0	0	0	0
Dettes auprès des établissements de crédit	13 444	2 360	2 533	18 337	11 564	1 320	2 440	15 324
Dettes financières diverses	16 131	0	- 13 903	2 228	19 298	0	- 18 106	1 192
Dettes financières de crédit-bail	1 355	1 086	2 585	5 026	1 289	3 294	2 378	6 961
Dettes diverses	112	0	0	112	97	0	0	97
Dettes courantes :								
Dettes financières	35 172	11 105	4 904	51 181	36 250	11 889	8 906	57 045
Autres dettes	53 193	14 008	- 261	66 940	53 870	16 712	866	71 448
Total des dettes	119 407	29 052	- 4 219	144 240	122 368	33 215	- 3 516	152 067
Acquisitions d'actifs immobilisés :								
Écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	2 407	1 504	7	3 918	1 257	1 577	2	2 836
Immobilisations corporelles	3 973	137	36	4 146	3 650	2 068	53	5 771
Total des acquisitions	6 380	1 641	43	8 064	4 907	3 645	55	8 607
Dépenses non cash	0	0	0	0	0	0	0	0

La ventilation secondaire définie par le groupe est une ventilation par zone géographique. Le détail des informations concernant cette ventilation est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	2005				2006			
	Zone Europe	Zone Amérique	Zone Asie	Comptes consolidés groupe	Zone Europe	Zone Amérique	Zone Asie	Comptes consolidés groupe
Chiffre d'affaires (localisation des clients)	190 311	26 265	994	217 570	193 510	26 796	1 793	222 099
Valeur des actifs :								
Immobilisations	50 275	11 931	213	62 419	48 025	11 418	393	59 836
Dont coût d'acquisition de la période	7 453	504	107	8 064	7 733	742	132	8 607
Impôts différés	8 098	81	79	8 258	7 710	85	62	7 857
Stocks	47 527	5 492	524	53 543	50 908	6 029	583	57 520
Créances	70 283	4 489	320	75 092	78 406	3 667	1 020	83 093
Trésorerie	8 098	480	95	8 673	10 128	572	91	10 791
Total des actifs	184 281	22 473	1 231	207 985	195 177	21 771	2 149	219 097

## XVI. – Impôts sur les bénéfices

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Résultat des sociétés intégrées	- 1 651	1 575
Impôt courant (en - : crédit)	271	272
Impôt différé (en - : crédit)	407	377
Dont impôt différé sur différences temporaires	407	377
Dont impôt différé sur changement de taux d'impôt	0	0
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	- 973	2 224

Le groupe Actielec Technologies, par ses branches Automotive et Télécommunications, assume des dépenses de R&D importantes. Sur les trois dernières années, la moyenne s'établit à 16,1 % du chiffre d'affaires consolidé (Cf. § III). La conséquence de cette politique volontariste se traduit d'un point de vue fiscal, par l'obtention d'un crédit d'impôt recherche, ayant pour effet de réduire le taux d'impôt habituel applicable en France. Le tableau détaillé ci-après, permet d'expliquer l'impôt dans les comptes consolidés :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
-------------------------	------	------

Impôt théorique calculé avec un taux français normal	- 324	741
IFA antérieur & crédit impôt recherche	- 1256	- 1300
Effets sur l'impôt théorique:		
- Différentiel de taux (pays étrangers, taux français)	- 26	90
- Pertes fiscales non activées	824	589
- Actualisation des perspectives d'utilisation des pertes fiscales	303	335
Dont bénéfiques liés à l'utilisation de pertes fiscales non activées	0	- 85
Dont bénéfiques liés aux modifications de l'activation des pertes fiscales	- 148	0
Dont pertes liées à la modification de l'activation des pertes fiscales	451	420
- Impôt sur plus-value	916	297
- Ajustement de l'impôt sur exercice antérieur	34	134
- Autres (y compris différences permanentes)	207	- 237
Impôt comptabilisé	678	649

Les impôts différés sont détaillés au paragraphe X.

### XVII. – Note sur le coût de l'endettement financier net

La contribution nette des branches d'activité au coût de l'endettement financier net du groupe est la suivante :

Chiffres exprimés en k€	2005				2006			
	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe	Branche Automotive	Branche Télécommunications	Non affecté	Comptes consolidés groupe
Produits de trésorerie et équivalents	0	99	14	113	4	18	3	25
Intérêts et charges financières	- 2 708	- 756	183	- 3 281	- 3 396	- 425	211	- 3 609
Dont intérêts sur dettes financières	- 2 708	- 756	183	- 3 297	- 3 396	- 690	211	- 3 875
Autres produits et charges financiers	137	1	11	149	218	14	965	1 197
Dont intérêts perçus	0	0	0	0	218	7	15	240
Dont dividendes reçus	136	0	0	136	0	0	0	0
Dont produit financier sur BSA *	0	0	0	0	0	0	950	950
Autres charges financières	11	- 7	- 16	- 12	- 39	- 7	- 12	- 58
Coût de l'endettement financier net	- 2 560	- 663	192	- 3 030	- 3 212	- 400	1 167	- 2 445

\* une explication plus détaillée sur le produit financier comptabilisé sur les BSA est donnée au paragraphe XI - Dettes financières.

### XVIII. – Opérations avec les entreprises liées

Le détail des opérations réalisées au cours de l'exercice 2006 avec les parties liées au groupe Actielec Technologies est donné ci-dessous :

— la société holding : LP2C SA :

La nature des relations avec LP2C est définie dans la nouvelle convention signée entre les deux sociétés le 23 octobre 2006. Cette nouvelle convention annule et remplace la précédente convention du 31 mars 1994. Les prestations confiées à LP2C sont de deux natures :

— – missions permanentes :

- \* une assistance dans le domaine de la direction et du management ;
- \* une assistance dans le domaine de l'animation des activités ;
- \* une assistance dans le domaine de la communication ;
- \* une assistance de caractère comptable, juridique et administrative ;
- \* une assistance de caractère financier ;

– missions exceptionnelles :

- \* LP2C pourra exécuter, à la demande de la société Actielec Technologies et pour son compte, des missions spécifiques nettement définies, limitées dans le temps et n'entrant pas dans le cadre habituel des prestations énumérées ci-dessus.

Les éléments chiffrés sont les suivants :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Montant de la transaction nette (en moins : charge)	- 1 687	- 1 616
Soldes au bilan (en moins : passif)	324	- 909



Conditions de règlement	-	-
Provisions pour créances douteuses	0	0

— les sociétés mises en équivalence :

Il s'agit de deux sociétés civiles immobilières, la SCI Los Olivos et la SCI Les Coteaux de Pouvoirville.

Les relations entre ces deux SCI et le groupe sont de nature immobilière :

- la SCI Los Olivos possède un terrain et un bâtiment à Getafe (Espagne) qui sont loués à la société Actia Videobus ;
- la SCI Les Coteaux de Pouvoirville a un contrat de *lease-back* avec la société CM-CIC Lease et sous-loue ces terrains et bâtiments situés à Toulouse (31) à Actielec Technologies et Actia au prorata de la surface utilisée.

Les éléments chiffrés sont les suivants :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Montant de la transaction (en moins : charge)	824	829
Soldes au bilan (en moins : passif)	0	0
Conditions de règlement	Immédiat	Immédiat
Provisions pour créances douteuses	0	0

— les filiales :

Il s'agit des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du groupe (cf § II).

Les transactions avec les filiales sont totalement éliminées dans les comptes consolidés. Elles sont de différente nature :

- achat ou vente de biens et de services ;
- location de locaux ;
- transfert de recherche et développement ;
- achat ou vente d'actifs immobilisés ;
- transfert de recherche et développement ;
- contrat de licence ;
- comptes courants ;
- prêts ;
- management fees ...

— les membres des organes de direction :

Il s'agit des personnes ayant des mandats sociaux :

- dans la société Actielec Technologies : membres du directoire et membres du conseil de surveillance ;
- dans la société contrôlante LP2C : membres du directoire et membres du conseil de surveillance ;
- dans les sociétés contrôlées filiales du groupe Actielec Technologies.

Le détail des rémunérations versées au titre des exercices 2005 et 2006 est le suivant :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Rémunérations :		
Fixes	581	473
Variables	119	97
Exceptionnelles	0	45
Jetons de présence	0	0
Avantages en nature	8	7
Total	708	622

— Les autres parties liées :

- GIE Pereneo :

Le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Pilgrim avait un contrat de consultant avec le GIE Pereneo, détenu à 50 % par la société Actia. Dans le cadre de ce contrat échu le 31/08/2006, Pereneo confiait à Pilgrim la mission de le conseiller et de l'assister auprès des clients en vue de lui permettre de répondre à des offres de services de MCO (maintien en condition opérationnelle) ou de pérennisation des systèmes électroniques.

Les éléments chiffrés sont les suivants :

Chiffres exprimés en k€	2005	2006
Montant de la transaction (en moins : charge)	180	120
Soldes au bilan (en moins : passif)	30	48
Conditions de règlement	Immédiat	Immédiat
Provisions pour créances douteuses	0	0

— IDE Ingénierie :

En 2006, le groupe Actielec Technologies a confié à la société IDE Ingénierie (filiale du groupe LP2C) la mise à jour et l'hébergement du site Internet du groupe. Le montant de la transaction s'est élevé à ce titre à 6 k€.

**XIX. – Rémunération aux membres de l'organe de direction**

Le président du directoire et le président du conseil de surveillance d'Actielec Technologies SA ne sont pas rémunérés par Actielec Technologies. Un seul membre du directoire a été rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail jusqu'au 30 juin 2006 et a perçu pour cette période un salaire brut de 35 k€.

**XX. – Effectif**

Effectif au 31 décembre par zone géographique	2005	2006
France	1 016	1 001
Étranger	1 105	1 122
Total	2 121	2 123

La ventilation de l'effectif au 31 décembre 2006 par branche est la suivante :

	Cadres	TAM	Ouvriers Employés	Total
Automotive	455	687	645	1 787
Télécommunications	154	118	57	329
Autres (dont Holding)	6		1	7
Total	615	805	703	2 123

**XXI. – Engagement hors bilan**

Les engagements hors bilan se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05	31/12/06
Engagements reçus		
Cautions bancaires	317	589
Total des engagements reçus	317	589
Engagements donnés		
Prime sur contrat	366	0
Total des engagements donnés	366	0

Les informations ci-dessus ne reprennent pas les encours de crédit-bail qui sont traités au paragraphe IV.

**XXII. – Garanties sur éléments d'actif**

Les garanties sur éléments d'actif correspondent aux éléments de l'actif servant de garantie à des dettes constatées au passif. Elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05	31/12/06
Nantissement de créances professionnelles *	9 963	8 900
Nantissement matériel	160	93
Nantissement CIR	435	672
Hypothèques	1 154	356
Total des garanties sur éléments d'actif	11 712	10 021

\* dont Actia SA 1 309 k€ et Sodielec SA 7 591 k€ au 31/12/06 (respectivement 2 928 k€ et 7 035 k€ au 31/12/05).

**XXIII. – Politique de couverture de risque**

Risque de change : Le groupe, dans les pays où les risques sur les monnaies sont les plus sensibles, pratique depuis 1999, des facturations en euros pour tous les flux intragroupes et limite la durée du crédit client sur les pays à monnaie fondante.

Au 31 décembre 2006, aucun contrat de change à terme n'a été souscrit.

Risque de taux : Le groupe a souscrit 39 % de ses crédits moyen et long terme à taux fixe contre 61 % à taux variable (dont les encours sont garantis par des contrats de CAP 9 %).

Au 31 décembre 2006, les instruments financiers souscrits par le groupe sont :

— un CAP portant sur 700 k€ au taux maximum de 4,5% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003, souscrit par Actielec Technologies SA ;

— un CAP portant sur 700 k€ au taux maximum de 4,25% sur une période de 5 ans à compter du 1er janvier 2003 souscrit par Actia SA.

Le groupe Actielec Technologies comptabilise ses instruments de couverture de taux à la juste valeur par le compte de résultat.

Le détail des impacts de cette comptabilisation sur le résultat est détaillé dans le tableau suivant :

Chiffres exprimés en k€	31/12/05		31/12/06	
	Juste valeur	Impact résultat	Juste valeur	Impact résultat
Instruments financiers actif				
CAP	1	- 8	1	0
Total des instruments financiers actif	1	- 8	1	0

#### XXIV. – Autres informations

— Dividendes proposés avant approbation de l'assemblée : Néant.

— contrats de location simple :

Ils concernent essentiellement des contrats de location de véhicule et de matériel de bureau.

— contrats de location financement :

Les paiements minimaux futurs au titre de la location s'élèvent à 12,9 M€ dont la ventilation par échéance est la suivante :

— moins d'un an : 2,1 M€ ;

— de 1 à 5 ans : 5,9 M€ ;

— plus de 5 ans : 4,9 M€.

#### XXV. – Événements post-clôture

Au cours du premier semestre 2007, la société Actia Corp. a engagé une discussion avec la Comerica Bank concernant les termes du découvert bancaire en cours (3 658 k\$ au 31 décembre 2006). Le non-respect de covenant au 31 décembre 2006 (ratio d'endettement sur fonds propres) est à l'origine de cette discussion qui doit aboutir à un remboursement partiel du découvert autorisé au cours de l'année 2007.

Aucun autre fait marquant n'est à signaler depuis le 31 décembre 2006.

0703387